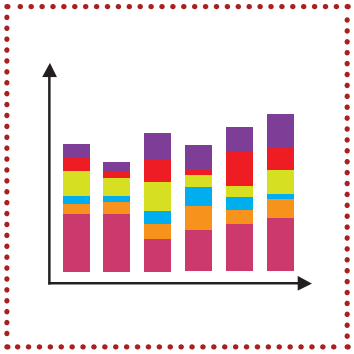

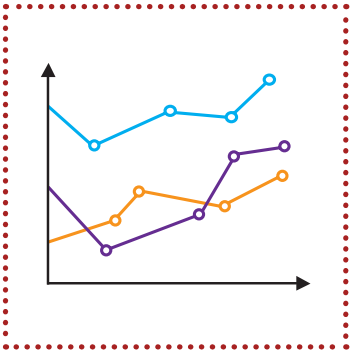

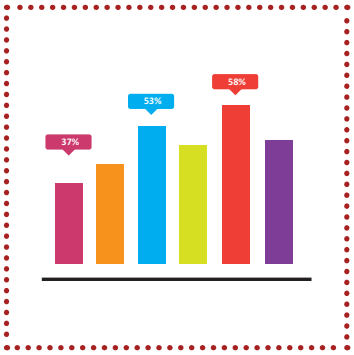

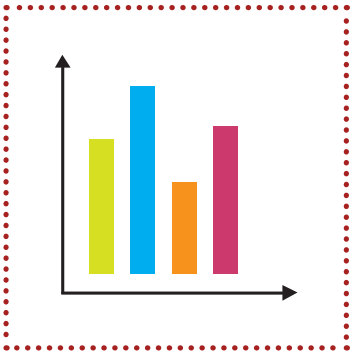

La situation budgétaire des communes wallonnes a l'initial 2017

LE CAHIER DES FINANCES LOCALES

3

SPW | Éditions

Wallonie

ÉDITION ET DIFFUSION
Service public de Wallonie (SPW)
Avenue Gouverneur Bovesse, 100
B – 5100 Namur
Tél. : +32 (0) 81 32 72 11

Numéro de dépot légal :

ÉDITRICE RESPONSABLE
Françoise LANNOY, Directrice générale

TEXTES - GRAPHIQUES
Nicolas BEDNAR, attaché
Service public de Wallonie pouvoirs locaux action sociale - Département de la Gestion et des Finances des Pouvoirs Locaux

RELECTURE
Direction des Ressources financières.
Direction de la Tutelle financière,
Martine RADEMAKER et Jean-François HUART,
Fédération des receveurs locaux,

Les membres du comité de relecture ne sont responsables ni personnellement ni fonctionnellement de l'ensemble des développements et conclusions de la présente publication.

CONCEPTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE
Mélissa BOLAND, graduée
Service public de Wallonie pouvoirs locaux action sociale – Direction fonctionnelle et d'appui

IMPRIMERIE
Service public de Wallonie budget trésorerie comités d'acquisition tic logistique - Direction de l'édition

La collection

CAHIER DES FINANCES LOCALES
est une publication du
DÉPARTEMENT DE LA GESTION ET DES FINANCES DES POUVOIRS LOCAUX (SPW pouvoirs locaux action sociale)

Service public de Wallonie (SPW)
Pouvoirs locaux action sociale
Département de la Gestion et des Finances des Pouvoirs locaux
Avenue Gouverneur Bovesse, 100
B – 5100 Namur

CAHIER DES FINANCES LOCALES :

LA SITUATION BUDGÉTAIRE DES COMMUNES WALLONNES A L'INITIAL 2017

Wallonie

SPW
Service public
de Wallonie

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 5

1. METHODOLOGIE 6

2. LE POIDS BUDGETAIRE DES POUVOIRS LOCAUX DANS LES POUVOIRS PUBLICS BELGES 7

3. LES SOURCES DE FINANCEMENT DES COMMUNES WALLONNES A L'EXERCICE PROPRE DU BUDGET INITIAL 2017 9

3.1. QUI FINANCE LA COMMUNE ? 10

3.1.1.CLES SPECIFIQUES 10

3.1.2. LE POIDS DES DIFFERENTS CONTRIBUTEURS 11

3.2. LES RECETTES ORDINAIRES A L'EXERCICE PROPRE 12

3.2.1. LES RECETTES ORDINAIRES DE TRANSFERT 13

3.2.2. LES RECETTES ORDINAIRES DE PRESTATION 17

4. L'UTILISATION DES MOYENS BUDGETAIRES 18

5. LE SERVICE EXTRAORDINAIRE 20

6. L'EQUILIBRE BUDGETAIRE DES COMMUNES WALLONNES 22

6.1. LES SOLDES DU SERVICE ORDINAIRE A L'EXERCICE PROPRE 22

6.2. LES SOLDES DU SERVICE ORDINAIRE AU GLOBAL ET LES FONDS DE RESERVE 24

7. CONCLUSION 26

8. SOURCES 27

ANNEXES 28-72

INTRODUCTION

L'autorité communale est la plus proche du citoyen d'où son importance toute particulière. Mais comment son influence se traduit-elle au travers des actions qu'elle mène et quels sont les moyens dont elle dispose pour mener à bien ses politiques ?

Dans cette étude, nous avons voulu, au travers de l'analyse des budgets initiaux 2017 des communes wallonnes, apporter une réponse à ces interrogations. Ce cahier des finances locales s'articulera ainsi autour de questions qu'un citoyen peut être amené à se poser concernant la commune dans laquelle il réside.

Après quelques brèves considérations méthodologiques, nous commencerons par évaluer l'importance des leviers budgétaires aux mains des communes comparés à ceux dont disposent les autres niveaux de pouvoirs. Nous verrons ensuite, côté recettes budgétaires, quelles sont les ressources financières et qui sont les contributeurs principaux. Côté dépenses, nous nous pencherons sur les principaux domaines d'intervention de l'autorité communale, ce qui nous donnera un aperçu des priorités à l'agenda de ce niveau de pouvoir. Nous confronterons alors recettes et dépenses afin d'évaluer si les ressources disponibles sont suffisantes à court terme et si les politiques actuelles sont budgétairement soutenables dans un plus long terme.

Il est éclairant de pouvoir comparer les différentes communes entre elles. Parmi les critères de comparaison possibles, nous avons privilégié le critère géographique et nous présenterons les données statistiques en regroupant les communes par Province. Ceci permettra en outre au lecteur désireux de se prêter à l'exercice de faire le lien avec les priorités de l'action provinciale que nous avons mises en lumière dans le premier numéro des cahiers des finances locales. Nous utiliserons également deux autres critères de comparaison que nous avons jugés pertinents: la taille de la commune et sa situation socio-économique.

1. METHODOLOGIE

Afin de répondre à la question de l'importance des dépenses des pouvoirs locaux dans l'ensemble des administrations publiques belges, nous nous sommes appuyés sur les données 2015 et 2016 du compte non financier des administrations publiques publiées par l'ICN[1]. Cette source d'information autorise la comparaison puisqu'elle fournit des estimations, construites sur une méthodologie identique[2] pour toutes les administrations de Belgique. L'inconvénient est qu'elle ne présente pas de statistiques désagrégées au niveau des communes wallonnes.

C'est pour arriver à ce degré de précision que la suite de l'étude se fonde sur les données reprises aux budgets initiaux 2017 (BI 2017) des communes wallonnes hors Communauté germanophone. Celles-ci remettent chaque année à la Direction Générale des Pouvoirs locaux et de l'Action sociale (DGO5) leurs comptes et budgets à des fins de tutelle. La Wallonie dispose de ce fait de données budgétaires exhaustives, et validées par la tutelle qui servent de base à la majorité des tableaux de chiffres présentés dans la suite de notre analyse.

Notre questionnement s'appuie donc principalement sur les budgets. Ceux-ci ne nous informent pas sur les recettes et dépenses effectives, mais ils offrent une prévision réaliste et nous renseignent sur les priorités politiques d'une institution. Ils ont par ailleurs l'avantage de l'actualité, les comptes n'étant transmis que 6 à 9 mois après la clôture budgétaire, soit près de deux ans après l'élaboration des budgets initiaux. En outre, pour ce qui concerne les communes wallonnes, les ajustements en cours d'année sont d'une ampleur modérée pour ce qui concerne le service ordinaire[3].

Ainsi, pour 2015, nous relevons un taux de réalisation[4] de 96,3% et 93,7%, respectivement pour les dépenses et les recettes au service ordinaire à l'exercice propre[5]. Les taux diffèrent néanmoins, comme présentés à l'annexe I, selon le type de dépenses ou recettes étudié.

Au service extraordinaire[6], du fait d'un taux habituellement plus faible de consommation des investissements et de subsides au final moins élevés que prévus (ce qui s'explique notamment pour les années sous revue par la mise en place d'un nouveau système de droit de tirage, le Fonds régional pour les investissements communaux), les taux passent à 52% pour les dépenses et 39,3% pour les recettes à l'exercice propre.

En outre, nous avons choisi de nous intéresser principalement à l'exercice propre, c'est-à-dire aux crédits budgétaires relatifs à des opérations de l'année-même.

Ceci est en effet plus représentatif des contraintes et des décisions prises en 2017. Au service ordinaire, la majeure partie de la différence entre l'exercice propre et l'exercice global[7] provient, au niveau des recettes, du boni des exercices antérieurs et des prélèvements qui représentent à eux deux grosso-modo 7% des recettes globales mais qui ne se prêtent pas à l'analyse fonctionnelle. Les recettes liées aux exercices antérieurs sont quasi inexistantes comme le montrent les chiffres de l'annexe II. Au niveau des dépenses, les dépenses antérieures et les prélèvements ne représentent en 2017 que de 3,5% des dépenses globales. Il s'agit ici aussi principalement[8] de dépenses de prélèvements qui ne peuvent se

1 https://stat.nbb.be/Index.aspx?DataSetCode=NFGOV&lang=fr, consulté le 1 juin 2017.
2 Système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 2010).
3 Le service ordinaire reprend l'ensemble des recettes et dépenses qui se produisent au moins une fois au cours de chaque exercice financier et qui assurent à la commune des revenus et un fonctionnement réguliers en ce compris le remboursement périodique de la dette.
4 Rapport entre les engagements/droits nets au compte et les crédits budgétaires au budget initial. Au moment de la rédaction de cette étude nous ne disposons pas encore des comptes 2016 qui doivent être communiqués à la tutelle pour le 15 juin 2017, nous disposons de 252 comptes sur 253 pour l'année 2015.
5 Exercice portant sur les dépenses et les recettes de l'exercice en cours.
6 Le service extraordinaire reprend l'ensemble des recettes et dépenses qui affectent durablement la valeur du patrimoine communal à l'exclusion de son entretien courant.
7 Exercice qui tient en outre compte des opérations relatives aux exercices antérieurs (en ce compris le résultat reporté) ainsi que des prélèvements.
8 Les cotisations de responsabilisation (pensions) doivent apparaître aux exercices antérieurs et représentent en 2017 plus de la moitié des dépenses à l'exercice antérieur.

rattacher explicitement à aucune politique menée par la commune. A l'extraordinaire, la différence entre l'exercice propre et l'exercice global est plus marquée du fait de prélèvements plus importants.

Enfin, pour des raisons de facilité de comparaison, nous travaillerons la plupart du temps en montants estimés par habitant[9]

2. LE POIDS BUDGETAIRE DES POUVOIRS LOCAUX DANS LES POUVOIRS PUBLICS BELGES

Les communes sont souvent présentées comme le niveau de pouvoir ayant l'impact le plus direct sur les citoyens. On peut alors se demander si les moyens qu'elles mettent en œuvre sont en cohérence avec l'importance qu'on leur prête habituellement.

Nous allons estimer le poids des différentes administrations de Belgique en nous appuyant sur les données comptables telles que publiées par l'Institut des Comptes Nationaux (ICN). Ces données comptables, construites selon la méthodologie SEC 2010, permettent d'éviter les doubles comptages car elles distinguent les transferts qui existent entre administrations.

Nous attribuerons donc dans cet exercice, la dépense à l'autorité qui exerce la responsabilité au final. Par exemple, le pouvoir fédéral a enregistré en 2016 des dépenses de l'ordre de 116,2 milliards d'euros. Néanmoins, une grande partie de ces dépenses (73,7 milliards d'euros) ne s'est pas traduite par des politiques décidées par le fédéral mais a consisté en des transferts[10] vers les autres niveaux de pouvoirs. Ces autres niveaux de pouvoirs ont pu utiliser ces moyens reçus du fédéral pour financer leurs propres politiques ou réaliser, à leur tour, des transferts vers d'autres administrations. Ainsi, le pouvoir fédéral attribue une part des recettes TVA à la Communauté française qui à son tour intervient dans le financement de l'enseignement communal. In fine, c'est bien le niveau communal qui utilise ces moyens dans la gestion quotidienne et c'est donc uniquement à ce niveau que nous comptabiliserons cette dépense.

Si l'on se base sur les chiffres des comptes 2016 publiés par la Banque Nationale de Belgique et repris à l'annexe III, en corrigeant les statistiques du montant des transferts entre les pouvoirs publics afin de limiter autant que faire se peut les doubles comptages[11], les pouvoirs locaux belges ont participé à hauteur de 13% de l'ensemble des dépenses des administrations publiques belges. Les pouvoirs locaux ne se limitent pas aux seules communes, mais regroupent des entités comme les Provinces, les zones de police, les zones de secours, les CPAS, les intercommunales,....

Ce pourcentage est conséquent et légèrement plus élevé si l'on ne tient compte que des dépenses primaires (hors dépenses d'intérêt de la dette qui sont des dépenses qui résultent de décisions passées). Pour point de comparaison, la part du pouvoir fédéral est à peine plus élevée : 15% dans ce cas de figure. Par ailleurs, pour certaines dépenses d'importance, comme celles relatives aux investissements (formation brute de capital fixe présentée à l'annexe IV), la part des pouvoirs locaux est supérieure à 30% (31.6% pour les comptes 2015).

9 Toutefois, ne disposant pas encore des chiffres officiels de la population au 1 janvier 2017, nous avons repris les chiffres des habitants par commune au 1 janvier 2016. Les résultats sont ainsi présentés arrondis à l'unité voire à une ou deux décimales, ce qui peut expliquer certaines différences dans les sommations.

10 Une partie importante de ces transferts est réglée par la loi spéciale de financement.

11 Nous ne supprimons pas tous les doubles comptages car il reste des charges d'intérêt sur la dette qui sont payées d'une entité à une autre pour environ 300 millions euros. Si l'on se limite aux dépenses primaires, les doubles comptages sont complètement éliminés.

Tableau 1 : Dépenses nettes de transferts aux autres administrations publiques, Belgique

	2015 millions euros	2016 millions euros	2016 % des dépenses	2015 euros/hab	2016 euros/hab
Administrations de sécurité sociale	77 077	81 685	36.2%	6 876	7 249
Communautés et Régions	69 039	71 882	31.9%	6 159	6 379
Pouvoir fédéral	46 136	42 441	18.8%	4 116	3 767
Administrations locales de Belgique	**29 172**	**29 410**	**13.0%**	**2 603**	**2 610**
Total des Administrations de Belgique	221 423	225 417	100.0%	19 754	20 005
Communauté française	11 834	12 090		2 595	2 638
Wallonie[12]	8 631	8 890		2 404	2 468

Sources : statistiques en ligne BNB consultées le 1 juin 2017, comptes des communes wallonnes 2015, calculs propres[13].

Les administrations locales de Belgique ont ainsi effectué des dépenses de l'ordre de 2.610 euros par habitant en 2016 et de 2.603 euros par habitant en 2015.

A partir des chiffres des 252 comptes 2015 reçus et traités à ce jour par la tutelle[14], travaillés selon la méthodologie SEC2010[15] et extrapolés sur la base de la population[16], nous pouvons estimer les dépenses des communes wallonnes en 2015 (en ce compris les transferts vers les CPAS, zones de police, zones de secours, intercommunales et autres administrations) à 5.082 millions euros soit 1.447 euros par habitant. Si l'on retire les transferts vers les autres administrations, les dépenses sont alors de 3.734 millions soit 1.063 euros par habitant

Tableau 2 : Estimation des dépenses des pouvoirs locaux wallons nettes de transferts aux autres administrations publiques, Belgique

	2015 millions euros	2016 millions euros	2016 % des dépenses	2015 euros/hab.	2016 euros/hab.
Communauté française	11 834	12 090		2 595	2 638
Wallonie	8 631	8 890		2 404	2 468
Communes wallonnes hors Communauté germanophone (y compris transferts)	5 082			1 447	
Communes wallonnes hors Communauté germanophone (hors transferts)	3 734			1.063	
CPAS wallons	2 040			581	
Provinces wallonnes	1 313			364	
Zones de police wallonnes	872			243	
Zones de secours wallonnes		304			86

Sources : statistiques en ligne BNB consultées le 1 juin 2017, comptes des communes wallonnes 2015, calculs propres[17].

12 Les chiffres sont légèrement sous-estimés pour la Wallonie car les statistiques de la BNB reprennent 2.931 millions euros de dépenses nettes de transferts dans des unités interrégionales non réparties.

13 La population de la Communauté Wallonie-Bruxelles n'est pas estimée selon la clé politique 80/20 de répartition entre Communauté flamande et Communauté française à Bruxelles, mais selon la clé plus réaliste 89/11 calculée sur base du choix de liste lors des dernières élections régionales à Bruxelles.

14 Puis envoyé à l'ICN pour établissement des comptes des administrations publiques.

15 Les grands principes du SEC2010 et son application aux pouvoirs locaux sont présentés dans le cahier des finances locales numéro 2.

16 La population des 252 communes ayant rentré leurs comptes représente 99,79% de la population de Wallonie.

17 La population de la Communauté Wallonie-Bruxelles n'est pas estimée selon la clé politique 80/20 de répartition entre Communauté flamande et Communauté française à Bruxelles, mais selon la clé plus réaliste 89/11 calculée sur base du choix de liste lors des dernières élections régionales à Bruxelles.

Sur la base des comptes 2015 envoyés à des fins de reporting à l'ICN, nous pouvons par ailleurs évaluer, toujours en SEC 2010, les dépenses des CPAS wallons à 2.040 millions[18] euros et celles des provinces (hors transferts à destination des zones de secours) à 1.313 millions euros. Enfin, en partant des budgets initiaux 2016 des zones de secours et aux statistiques Belfius sur les zones de police[19], nous avons approximé, mais de manière moins précise vu l'absence de données exhaustives à notre disposition, les dépenses de ces deux derniers pouvoirs locaux[20].

Les pouvoirs locaux wallons enregistrent ainsi, dans leur ensemble, en dépenses nettes de transferts vers les autres administrations publiques, des dépenses par habitant d'une ampleur semblable à celles enregistrées par la Région wallonne. Si l'on s'en tient aux dépenses primaires, ces dépenses se rapprochent aussi, exprimées en euros par habitant, de celles du pouvoir fédéral, ce dernier voyant ses comptes et budgets grevés par d'importantes charges d'intérêt de la dette publique comme l'indique l'annexe III[21].

On peut donc souligner le poids budgétaire important des pouvoirs locaux wallons dont la majeure partie est le fait des institutions communales. La section suivante va se pencher sur l'origine des moyens financiers qui permettent à ces communes de financer leurs politiques courantes[22].

3. LES SOURCES DE FINANCEMENT DES COMMUNES WALLONNES A L'EXERCICE PROPRE DU BUDGET INITIAL 2017

Au budget initial 2017, les recettes ordinaires des communes de Wallonie, à l'exercice propre, s'élèvent à 5,030 milliards euros, soit 1.427 euros par habitant[23]. Comme le relève l'annexe V, il s'agit d'une légère baisse de 0,2% par rapport aux budgets initiaux 2016. Entre 2014 et 2017, la hausse annuelle moyenne des recettes ordinaires budgétées à l'initial a été de 2,1%.

La stagnation à la baisse des recettes ordinaires s'explique majoritairement par la forte diminution des additionnels I.P.P. attendus en 2017[24]. Cette baisse est la conséquence d'une part, du retard d'enrôlement de l'I.P.P. par le fédéral en 2015 qui a provoqué un gonflement des recettes en additionnels I.P.P. en 2016 et d'autre part, des effets du « Tax shift » qui vont crescendo.

Les recettes de dette continuent leur recul entamé depuis la libéralisation des secteurs du gaz et de l'électricité (sans parler de la fin du Holding communal mais dont les effets budgétaires sont antérieurs à la période couverte par de cette étude).

Les autres recettes sont à la hausse et tout particulièrement les recettes de prestation vu l'augmentation des recettes fictives (crédit spécial de recettes préfigurant les dépenses non engagées de l'exercice) principalement dans les communes brabançonnes et hennuyères[25].

18 Chiffres légèrement différents de ceux du cahier des finances locales n°2 car de nouveaux comptes 2015 des CPAS sont arrivés à la tutelle après sa publication, ce qui a permis d'affiner l'estimation. Nous disposons actuellement de 219 comptes 2015, couvrant 92.92% de la population.

19 https://www.belfius.be/publicsocial/FR/Expertise/Etudes/FinancesLocales/LocalFinance/index.aspx.

20 Nous ne disposons pas de données suffisantes pour réaliser l'estimation pour ce qui concerne les autres pouvoirs locaux wallons et notamment les intercommunales.

21 En prenant la différence entre les tableaux « dépenses » et « dépenses primaires », on peut estimer le service de la dette publique en 2016 à 10,897 milliards euros pour l'autorité fédérale contre à peine 405 millions euros pour l'ensemble des pouvoirs locaux de Belgique.

22 Dans cette section, nous ne nous intéresserons qu'au service ordinaire.

23 A l'exercice global, le montant est légèrement plus élevé : 5,440 milliards euros soit 1.543 euros par habitant.

24 956 millions euros au BI 2017 contre 1.040 millions euros au BI 2016.

25 Les crédits de recettes sont ainsi passés de 23,8 millions euros à 32,1 millions euros du fait notamment (pour un montant de 3 millions euros) de la possibilité nouvelle d'inscrire un crédit compensant la perte d'additionnels I.P.P. liée au tax shift. En euros par habitant cela représente une augmentation de 5 à 9 pour les communes du Brabant wallon et de 7 à 12 pour les communes du Hainaut. Tant dans le Hainaut que dans le Brabant, la hausse est localisée pour plus de 85% dans 3 communes et ne provient que minoritairement de l'inscription d'un crédit fictif 'tax shift'. Nous reviendrons sur ces crédits spéciaux dans la section relative à l'équilibre budgétaire.

Mais, comment les communes financent-elles leurs activités habituelles, quels en sont les plus grands contributeurs ?

3.1. QUI FINANCE LA COMMUNE ?

Lorsque l'on reprend les différentes rubriques (codes économiques) des recettes ordinaires, nous pouvons distinguer différents contributeurs au budget communal : les ménages, les entreprises (y compris les régies et les intercommunales[26]), les autres niveaux de pouvoir (Région, Communauté, Province, Fédéral,...), la commune elle-même (utilisation de ses provisions)[27].

Certains codes économiques relèvent cependant de plusieurs pourvoyeurs à la fois. Dans ce dernier cas de figure, lorsque nous disposions d'éléments nous permettant d'évaluer une clé de répartition entre contributeurs, nous avons réparti les montants budgétés selon cette clé. En l'absence d'éléments suffisamment pertinents pour calculer une clé de répartition valable, nous avons laissé la recette dans une catégorie « hybride ». L'annexe VI reprend le détail des recettes et des clés retenues.

3.1.1. CLÉS SPÉCIFIQUES

Ainsi, pour le précompte immobilier (Pr.I.), nous avons repris :

- à charge des entreprises, les montants estimés sur la base du revenu cadastral (RC) imposable des biens industriels bâtis et non bâtis au 01/01/2015[28] et le précompte immobilier net matériel et outillage au 01/01/2015 (source : SPF Finances pour le RC et calculs propres) ;
- la partie « ménages » reprend, elle, le précompte immobilier net, ordinaire et habitation sociale 2015 (source : SPF Finances).

Disposant des données exhaustives, nous avons calculé une clé spécifique à chaque commune.

Au niveau wallon, nous obtenons une clé moyenne, reprise à l'annexe VII, de 81,4% du Précompte immobilier payé par les ménages pour 18,6% pour les entreprises. Cette clé est inférieure à la clé nationale calculée à partir des données publiées par la BNB et qui est proche du 2/3 ménage et 1/3 entreprise, ceci reflétant une proportion plus importante des entreprises dans les deux autres régions du pays. Certaines communes wallonnes enregistrent toutefois une dépendance plus importante (qui peut aller jusqu'à 76%) aux entreprises pour ce qui est du précompte immobilier.

Nous avons également utilisé une clé spécifique pour répartir entre ménages et entreprises les recettes de la taxe de circulation. Ne disposant pas de données par commune, nous avons ici opté pour la clé nationale reprise des comptes des pouvoirs publics publiés par l'ICN et qui était de 66,9% ménages – 33,10% entreprises[29].

26 C'est le choix méthodologique que nous avons adopté dans cette étude.
27 Nous y retrouverons également les prélèvements liés aux aides CRAC emprunt de consolidation mais pas les autres prélèvements car nous sommes à l'exercice propre.
28 Dernière donnée à notre disposition.
29 Il existe certainement des différences significatives dans la répartition de ces recettes suivant la Région et les communes. Le choix de cette clé imparfaite nous semble néanmoins préférable au classement de cet additionnel dans la catégorie hybride.

3.1.2. LE POIDS DES DIFFÉRENTS CONTRIBUTEURS

Selon la méthodologie adoptée, ce sont les autres pouvoirs publics qui contribuent le plus aux ressources de la commune à hauteur de 40,8%. Viennent ensuite les ménages avec 40% puis les entreprises pour 11,2% et enfin la commune elle-même via ses fonds propres. 5,9% des recettes ont été classées dans la catégorie hybride car elles sont liées à plusieurs contributeurs.

Tableau 3 : Origine des recettes ordinaires à l'exercice propre, BI 2017 des communes wallonnes

	Ménage	Entreprise	Pouvoirs publics	Commune	Hybride
BW	58.5%	10.8%	23.1%	1.2%	6.3%
HAINAUT	36.6%	10.9%	45.6%	2.1%	4.7%
LIÈGE	38.0%	11.4%	41.9%	3.1%	5.6%
LUXEMBOURG	32.8%	12.5%	43.3%	1.1%	10.4%
NAMUR	46.7%	10.7%	35.2%	0.7%	6.8%
TOTAL	40.0%	11.2%	40.8%	2.1%	5.9%

Source : SPF Finances ; BI 2017 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres.

Les ressources émanant des autres pouvoirs publics proviennent pour 57% du Fonds des communes, 17% sont des participations dans le financement des dépenses de personnel (9% pour les contractuels subsidiés et 8% en intervention de frais de personnel), 6% de remboursement de charges d'emprunt, 6% de compensations diverses et 5% pour le fonctionnement de l'enseignement.

Les ménages interviennent dans le financement de la commune essentiellement via 3 canaux : les additionnels I.P.P. (47%), le précompte immobilier (37%) et le paiement pour l'enlèvement des immondices (10%).

La contribution des entreprises provient essentiellement du précompte immobilier (29%), des dividendes issus des intercommunales (17%), des concessions et droits accordés (12%), de la vente de bois (7%, mais essentiellement localisée dans les arrondissements du Luxembourg et de Dinant), de la taxe sur la force motrice (6%), de la taxe sur la diffusion publicitaire (5%).

Au niveau des différentes provinces, alors que le poids relatif des entreprises dans l'approvisionnement en recettes est relativement similaire, il semble y avoir un effet de compensation entre ménages et pouvoirs publics. Ces derniers interviennent en effet davantage lorsque les ménages ont une participation plus faible. Nous verrons dans la section suivante que cette compensation s'opère notamment via les dotations péréquations fiscales du Fonds des communes.

L'annexe VIII reprend ces mêmes résultats par arrondissement, ce qui permet de tirer des conclusions à un niveau plus désagrégé. Les communes des arrondissements de Nivelles, Waremme et Namur tirent leurs recettes à plus de 50% des ménages. Les autres pouvoirs publics contribuent à plus de 50% des recettes dans les arrondissements d'Arlon et de Charleroi. Pour certaines communes prises individuellement, ce ratio peut même dépasser les 60%.

Enfin, mais dans une mesure bien moindre, c'est dans les arrondissements de Neufchâteau et de Huy que les entreprises participent le plus au financement de la commune. Dans certaines communes, ce pourcentage peut dépasser les 30%. Pour ces communes, encore plus que pour les autres, il est primordial de pouvoir suivre au plus près l'évolution du développement des entreprises sur leur territoire.

Regardons maintenant ces recettes de plus près.

3.2. LES RECETTES ORDINAIRES A L'EXERCICE PROPRE

Nos communes sont financées à plus de 90% par des recettes de transfert (ROT), issues principalement de la fiscalité et du Fonds des communes. Viennent ensuite pour environ 7% les recettes de prestation (ROP), puis pour le reste, les recettes de dette (ROD, essentiellement des dividendes des secteurs du gaz et de l'électricité en forte baisse depuis la libéralisation de ces secteurs) et les provisions pour risques et charges.

Tableau 4 : Recettes ordinaires, BI 2017 des communes wallonnes, exercice propre, euros par habitant

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIÈGE	LUXEMBOURG	NAMUR	RÉGION	RÉGION MONTANTS ABSOLUS
Total ROP	86	76	97	264	94	101	354 484 400
Total ROT	1 067	1 300	1 375	1 336	1 128	1 277	4 502 290 756
Total ROD	38	36	31	19	23	32	113 485 447
Provisions	1	15	34	10	3	17	59 925 637
Recettes ordinaires	**1 192**	**1 428**	**1 538**	**1 628**	**1 248**	**1 427**	**5 030 186 239**

Source : BI 2017 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Les recettes ordinaires par habitant sont plus faibles pour les communes du Brabant wallon et de Namur du fait de moindres recettes de transfert.

Dans la suite de cette section, nous nous concentrerons sur les deux sources principales de financement des communes wallonnes.

3.2.1. LES RECETTES ORDINAIRES DE TRANSFERT

Les recettes de transfert, détaillées à l'annexe IX, reprennent les ressources mises à la disposition des communes sans contrepartie économique. Il s'agit principalement des fonds, des taxes et de subventions diverses. Elles s'élèvent à 4,502 milliards euros aux budgets initiaux soit 1.277 euros par habitant.

Les taxes et redevances représentent, avec 699 euros par habitant, la plus grande partie de ces transferts. Les trois quart de ces taxes proviennent des additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques (I.P.P.) et au précompte immobilier (Pr.I.).

Tableau 5 : Détail des recettes ordinaires de transfert, BI 2017 des communes wallonnes, exercice propre, euros par habitant

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LUXEMBOURG	LIÈGE	NAMUR	RÉGION
Recettes de transfert	1 067.1	1 300.4	1 375.3	1 335.5	1 127.7	1 277.0
Fiscalité (fonction 040)	789.6	663.0	731.4	633.0	689.2	699.3
dont Taxe additionnelle à l'I.P.P.	342.5	253.4	279.0	178.6	295.5	271.1
dont Taxe additionnelle au Pr.I.	316.5	232.1	279.9	257.9	247.5	259.9
dont Taxes sur les prestations d'hygiène publique	56.5	80.4	72.0	107.9	69.0	76.0
dont Taxes sur les entreprises industrielles	19.3	39.7	43.6	23.0	20.4	34.5
dont autres taxes	54.8	57.4	57.0	65.4	56.8	57.7
Compensation travailleurs Luxembourg	-	0.0	0.5	98.8	-	8.0
Fonds	134.3	404.6	351.7	402.4	266.7	340.3
dont Fonds des communes	132.6	396.8	344.3	394.2	257.3	333.1
dont compensations	1.6	7.7	7.4	8.2	7.2	6.9
dont autre fonds	0.1	0.1	-0.0	0.0	2.2	0.3
Autres recettes de transfert	143.24	232.80	291.83	201.39	171.78	229.42

Source : BI 2017 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres.

Le montant des rentrées liées aux additionnels à l'I.P.P. est notablement inférieur pour les communes de la province du Luxembourg vu qu'elles ne perçoivent pas d'additionnels sur les revenus professionnels de leurs résidents travaillant au Grand-duché de Luxembourg. Elles reçoivent néanmoins une contrepartie sous la forme d'une compensation I.P.P. pour les travailleurs belges au Grand-duché de Luxembourg qui représente 99 euros par habitant[30]. En tenant compte de cet élément, les recettes liées à l'I.P.P. sont plus homogènes quelle que soit la Province dans laquelle la commune est située.

Deux autres taxes se distinguent, mais dans une mesure bien moindre : les taxes sur les prestations d'hygiène publique (principalement taxe sur l'enlèvement des immondices) et les taxes sur les entreprises industrielles qui constituent respectivement 10,9% et 4,9%[31] de l'ensemble de la fiscalité communale.

30 Sont concernées, les communes dont les taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques fictives atteignent au moins 3% (5% pour les années 2015 et 2016) de l'ensemble des taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques (taxes réelles et fictives). 98% de la compensation budgétée en 2017 par les communes l'ont été par des communes luxembourgeoises.

31 Le pourcentage passe à 6,9% si on y ajoute le complément régional plan Marshall et taxe carrière.

Taux

Les recettes des additionnels, tant au précompte immobilier qu'à l'impôt des personnes physiques, dépendent des taux pratiqués par les communes mais aussi de la base taxable. Les communes du Brabant wallon sont celles qui utilisent en moyenne le moins leurs additionnels vu que les taux appliqués y sont largement sous la moyenne. Néanmoins, ce sont elles qui retirent le plus de moyens financiers de ces deux taxes grâce à une base taxable plus conséquente que la moyenne. La situation est à l'inverse pour les communes du Hainaut qui, en moyenne, prélèvent les taux les plus élevés pour des rendements par habitant qui sont les plus faibles.

Tableau 6 : Moyenne des taux des rendements des additionnels à l'I.P.P. et au Pr.I., communes wallonnes

Moyennes 2017	Pr.I.	Add Pr.I. / hab	I.P.P.	(Add I.P.P. + compensation lux) /hab
BRABANT WALLON	2 144	316.49	7.2	342.50
HAINAUT	2 731	232.07	8.3	253.44
LIÈGE	2 580	279.88	8.1	279.55
LUXEMBOURG	2 599	257.92	7.3	277.43
NAMUR	2 574	247.51	7.8	295.50
RÉGION	2 577	259.90	7.9	279.13

Source : SPF Finances ; BI 2017 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Ce déséquilibre est partiellement corrigé via le mécanisme de péréquation fiscale qui représente 30% du montant alloué du Fonds des communes (hors dotation minimale).

Les fonds sont la deuxième catégorie de transfert en ordre d'importance. Ils sont constitués pour 333 euros par habitant du Fonds des communes (dotation[32] et dotation complémentaire[33]) et pour 7 euros par habitant de compensations pour non prélèvement de certaines taxes[34] (compensation de la forfaitarisation des réductions du précompte immobilier en faveur des pouvoirs locaux et mainmorte).

Comme mentionné dans l'encadré ci-dessus, les communes hennuyères et liégeoises reçoivent par habitant plus du Fonds que la moyenne régionale alors que les communes brabançonnes reçoivent bien moins que cette moyenne du fait des mécanismes de péréquation. Un autre élément expliquant cette différence provient de la dotation externalité (53% du montant du Fonds des communes hors dotation minimale) qui bénéficie surtout aux grandes villes. Or, mis à part Namur, ces grandes villes sont hennuyères ou liégeoises.

Les communes luxembourgeoises reçoivent également un montant par habitant plus important car le calcul de la péréquation fiscale se base sur une définition du potentiel fiscal qui n'intègre pas l'existence de la compensation I.P.P. pour les frontaliers travaillant au Grand-duché de Luxembourg[35].

Les communes brabançonnes et namuroises reçoivent en moyenne moins du Fonds des communes. C'est ce qui explique les recettes de transfert réduites dans ces deux provinces ; les recettes de taxes étant les plus élevées dans le Brabant et dans la moyenne pour le namurois.

Le critère géographique n'est certainement pas le plus pertinent pour mettre en lumière ces mécanismes. Si nous optons pour un critère socio-économique de regroupement des communes, les mécanismes de compensation apparaissent plus clairement.

Comme critère socio-économique, nous avons opté pour un indicateur de potentiel fiscal calculé à partir des impôts payés à l'I.P.P. en tenant compte d'une correction pour les frontaliers luxembourgeois[36]. Nous avons alors regroupé les communes en 5 classes selon l'écart à la moyenne régionale[37]. L'annexe X reprend ce classement et le détail de la méthodologie retenue. Cet indicateur ne prétend pas englober la réalité socio-économique des communes wallonnes. Il mériterait le cas échéant un développement plus approfondi, mais l'idée est ici juste d'attirer l'attention sur une certaine tendance.

Le tableau ci-dessous montre bien que les communes à indicateur socio-économique plus faible retirent moins de recettes par habitant de leurs taxes et davantage du Fonds des communes.

32 Première partie, Livre III, Titre III, Chapitre II du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) du 22 avril 2004, tel que modifié par le décret du 15 juillet 2008 et plus particulièrement son article L1332-19.

33 Articles L1332-24 à L1332-26 du CDLD.

34 D'autres compensations comme le financement complémentaire aux pouvoirs locaux - Plan Marshall, la compensation pour la non-perception des centimes additionnels au Pr.I. sur les zones Natura 2000 ou la compensation « taxe carrière » sont reprises à la fonction 40 - fiscalité.

35 Les communes luxembourgeoises reçoivent par ailleurs davantage via la dotation densité de population, mais cette dernière n'intervient que pour 5,5% du Fonds des communes.

36 Il ne s'agit donc pas de la même notion que celle utilisée pour le fonds des communes qui, elle, ne tient pas compte de la compensation I.P.P. du Grand-duché de Luxembourg.

37 Suivant la méthodologie adoptée, 1% d'additionnel à l'I.P.P. représente en moyenne 35 euros par habitant en Wallonie.

Tableau 7 : Recettes ordinaires, BI 2017 des communes wallonnes, exercice propre, euros par habitant, classement par un indice socio-économique (repris et détaillé à l'annexe X).

	Ecart par rapport au potentiel fiscal régional moyen					
	<-20%	-20% à 0%	0% à 20%	20% à 40%	> 40%	Région
Recettes de transfert	1 372.7	1 378.0	1 173.3	1 071.6	1 122.6	1 277.0
Fiscalité (fonction 040)	605.4	720.9	713.3	732.1	774.4	699.3
dont Taxe additionnelle à l'I.P.P.	205.9	253.9	297.3	348.0	338.9	271.1
dont Taxe additionnelle au Pr.I.	225.6	275.1	255.6	252.2	303.4	259.9
dont Taxes sur les prestations d'hygiène publique	80.5	80.5	75.1	62.2	68.0	76.0
dont Taxes sur les entreprises industrielles	40.4	44.9	24.2	24.6	15.8	34.5
dont autres taxes	52.9	66.5	61.2	45.0	48.3	57.7
Fonds	504.6	370.3	268.5	179.9	166.4	340.3
dont Fonds des communes	497.4	361.3	260.2	174.3	164.7	333.1
dont compensations	7.2	9.0	6.4	5.6	1.7	6.9
dont autre fonds	0.0	0.1	1.8	0.0	0.1	0.3
Autres recettes de transfert	262.55	282.29	178.79	158.20	144.26	229.42

Source : BI 2017 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres.

Enfin, les autres transferts, repris à l'annexe IX, comprennent des subventions diverses dont les principales sont les interventions de l'autorité supérieure dans les frais de personnel (dont politiques de l'emploi APE et des réductions de cotisations sociales « groupes cibles ») pour 109 euros par habitant, une intervention dans les frais de fonctionnement de l'enseignement pour 33 euros par habitant et l'intervention dans le remboursement des charges et amortissement d'emprunts pour 39 euros par habitant.

En reprenant l'indicateur socio-économique développé plus haut, on peut aussi noter que les autres pouvoirs publics interviennent davantage dans les communes moins favorisées via une participation dans le service de la dette et un subventionnement de certains emplois (notamment APE).

Tableau 8 : autres recettes de transfert, BI 2017, service ordinaire, exercice propre, communes wallonnes, euros par habitant.

	Ecart par rapport au potentiel fiscal régional moyen					
	<-20%	-20% à 0%	0% à 20%	20% à 40%	> 40%	Région
Remboursement par l'autorité supérieure des charges d'emprunts et 664	44	66	20	12	7	39
Contribution de l'autorité supérieure pour le personnel contractuel subsidié	64	55	46	44	38	53

Source: BI 2017 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

3.2.2. LES RECETTES ORDINAIRES DE PRESTATION

Contrairement aux recettes de transfert, les recettes de prestation ont une contrepartie économique et sont consécutives de la rétribution de services ou fournitures rendus par la commune.

Les recettes de prestation s'élèvent en moyenne à 101 euros par habitant dans les communes de la Région Wallonne. 71 euros proviennent de prestations proprement dites (ventes de bois, sacs poubelles, redevances pour utilisation de voirie, concessions, fourniture d'eau, intervention des parents dans les milieux d'accueil, recettes piscine, confection carte d'identité, repas scolaires,...), 19 euros sont issus des locations immobilières et 9 euros sont des recettes fictives[38].

Tableau 9: Recettes de prestations, BI 2017, exercice propre du service ordinaire, communes wallonnes, euros par habitant

		BRABANT WALLON	HAINAUT	LIÈGE	LUX.	NAMUR	RÉGION
60	**Total ROP**	86	76	97	264	94	101
161	**Prestation pour les entreprises et les ménages**	60	46	64	213	69	69
162	**prestation pour les pouvoirs publics**	0	0	2	3	0	1
163	**locations immobilières aux entreprises et ménages**	11	12	17	38	20	17
164	**locations immobilières aux entreprises publiques**	1	3	2	2	1	2
180	**Produits de la voirie et des cours d'eau (droits de passage, récupération de travaux,...)**	1	1	1	3	1	1
106	**notes de crédits et ristournes**	11	13	12	5	3	11
	dont crédits spéciaux	9	12	10	4	3	9

Source: BI 2017 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres.

Les communes de la province du Luxembourg se singularisent ici du fait de recettes de prestation de 264 euros par habitant (et même 469 euros si on se limite à l'arrondissement de Neufchâteau) soit, en moyenne, trois fois supérieures à celles des autres communes.

Cette différence importante provient essentiellement de deux facteurs : les ressources naturelles et l'organisation de la distribution d'eau.

Les communes luxembourgeoises retirent en effet des moyens conséquents de la vente de bois et de la location de chasses et prairies. Comme le précise l'annexe XI, les recettes de prestation relatives à l'agriculture/sylviculture[39] s'élèvent à 118 euros par habitant pour les communes luxembourgeoises.

Le secteur de l'eau[40]contribue quant à lui aux rentrées attendues pour un montant de 69 euros par habitant dans le Luxembourg contre une moyenne régionale de 10 euros. L'explication vient de ce que les communes luxembourgeoises gèrent souvent en interne le secteur de la distribution de l'eau là où les communes du reste de la Wallonie ont davantage recours à une structure intercommunale. Ces recettes de prestation supérieures auront néanmoins leur pendant en dépenses de personnel, fonctionnement et dette plus élevées. Le coût net des activités liées à la distribution d'eau est ainsi quasi identique dans toutes les provinces et proche de 0.

38 Il s'agit des crédits spéciaux de recettes qui permettent d'une part d'anticiper au niveau du budget le fait qu'une partie des dépenses prévues ne sera pas réalisée et d'autre part d'amortir les effets budgétaires du « Tax shift ».
39 Groupe fonctionnel 699.
40 Groupe fonctionnel 874.

Aucun de ces deux phénomènes ne s'observe cependant dans les 5 communes les plus peuplées de la Province du Luxembourg (Arlon, Marche-en-Famenne, Aubange, Bastogne et Durbuy). Ils se retrouvent, dans une moindre mesure, dans les arrondissements limitrophes de Verviers et de Dinant.

Voyons maintenant les politiques que les communes wallonnes comptent financer au moyen de ces ressources en 2017.

4. L'UTILISATION DES MOYENS BUDGETAIRES

En moyenne, pour 2017, les communes wallonnes prévoient de dépenser 4,965 milliards euros soit 1.408 euros par habitant dans les politiques relevant de leur budget ordinaire. Comme le mentionne l'annexe XII, il s'agit d'une augmentation de 1,3% par rapport à 2016. Ceci reste dans la lignée des hausses enregistrées les années précédentes, l'évolution annuelle moyenne des dépenses ordinaires à l'exercice propre entre 2014 et 2017 étant de 1,9%.

L'évolution est assez similaire pour les dépenses de personnel, de fonctionnement et de transfert sans grande redistribution entre les fonctions. Seules les dépenses de dettes s'inscrivent en très léger recul.

40% de ces dépenses à l'exercice propre sont des dépenses de personnel (DOP), 31% des dépenses de transfert (DOT), 16% des dépenses de fonctionnement (DOF) et 12% des dépenses de dette (DOD).

Tableau 10 : Dépenses, BI 2017, exercice propre du service ordinaire, communes wallonnes, euros par habitant

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIÈGE	LUXEMBOURG	NAMUR	RÉGION	RÉGION
Total DOP	450	561	627	586	497	562	1 980 789 273
Total DOF	240	204	214	419	215	230	810 375 097
Total DOT	353	485	462	358	369	439	1 548 786 291
Total DOD	125	163	201	209	144	171	603 634 989
Provisions	3	3	14	4	2	6	21 397 907
Total	1 171	1 416	1 518	1 575	1 227	1 408	4 964 983 557

Source : BI 2017 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres.

Les communes brabançonnes et namuroises ont prévu des dépenses inférieures à la moyenne du fait d'un moindre endettement et de dépenses en personnel plus faibles.

Si l'on adopte une optique fonctionnelle, reprise en détail à l'annexe XIII, on voit que ces dépenses sont en premier lieu destinées au fonctionnement général de la commune. Les communes brabançonnes dépensent moins du fait de plus faibles dépenses en personnel et d'une charge de dette liée à l'administration générale plus faible. A l'opposé, les communes liégeoises sont au-dessus de la moyenne du fait de l'importance des remboursements et charges en emprunts de consolidation.

Tableau 11: Répartition fonctionnelle des dépenses, BI 2017, exercice propre du service ordinaire, communes wallonnes, euros par habitant.

GROUPE FONCTIONNEL	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIÈGE	LUX.	NAMUR	RÉGION
Dépenses ordinaires	1 171	1 416	1 518	1 575	1 227	1 408
09-169 (sauf 69) Fonctionnement général	271	379	469	387	368	393
369 Pompiers	45	66	66	57	58	62
399 Justice-Police	127	158	160	81	113	143
499 Communication Voirie Cours d'eau	210	183	161	257	193	188
599-699 Economie	12	19	27	74	25	26
729-759 Enseignement	103	97	119	126	73	103
767-799 Culture, loisirs, cultes	105	154	132	171	121	139
839-859 Politiques sociales et emploi	185	214	209	179	158	200
872-879 Hygiène Environnement Santé publique	90	124	145	218	103	131
939 Logement urbanisme	23	22	30	25	15	24

Source : BI 2017 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres.

Viennent ensuite, par ordre d'importance, les politiques sociales (essentiellement via les transferts au CPAS) et de l'emploi pour un montant moyen de 200 euros par habitant, puis les dépenses liées aux voiries pour 188 euros par habitant. Les dépenses y sont plus conséquentes dans les communes luxembourgeoises (257 euros), du fait des dépenses de fonctionnement et d'endettement gonflées par un nombre de kilomètres de voiries par habitant plus important (entretien, éclairage, déneigement,...).

Un autre poste substantiel concerne les politiques de sécurité (143 euros par habitant) qui se traduisent budgétairement essentiellement par les transferts vers les zones de polices. Ici aussi les communes luxembourgeoises se démarquent avec des dépenses moitié moindres que celles des communes des provinces plus peuplées de Liège et du Hainaut.

Dans le même ordre de grandeur, on retrouve, pour 139 euros par habitant, les actions liées à la culture/loisirs et sport ainsi que pour 131 euros par habitant les politiques « hygiène et santé publique ». Il s'agit principalement du coût de la gestion des déchets (89 euros par habitant en moyenne sur le territoire wallon) et des dépenses relatives à la distribution d'eau dans les communes luxembourgeoises (70 euros par habitant contre une moyenne régionale de 9 euros par habitant).

Les dépenses d'enseignement s'inscrivent à 103 euros par habitant en moyenne et varient selon le développement de l'enseignement communal dans chaque province. Contrairement à ce qui a été relevé au niveau de la situation budgétaire des provinces[41], c'est maintenant dans le Luxembourg que les dépenses d'enseignement sont les plus élevées. Un des éléments d'explication est sans doute la présence d'établissements scolaires primaires et maternels dans chaque commune quelle que soit sa taille.

Enfin, les politiques économiques (à l'exception des dépenses dans le secteur agricole pour les communes luxembourgeoises, 42 euros par habitant contre une moyenne régionale de 6 euros) et celles du logement sont, avec environ 25 euros par habitant, d'une ampleur moindre.

Nous rappellerons ici que les dépenses plus importantes supportées par les communes luxembourgeoises pour les missions de distribution d'eau et pour le développement du secteur agricole sont compensées par des recettes de prestation plus élevées dans ces secteurs comme l'a montré l'analyse des recettes développées plus avant.

41 La situation budgétaire des provinces wallonnes en 2016, Le cahier des finances locales n°1, SPW éditions.

En termes de coût net, dont le détail est repris à l'annexe XIV, la mission de distribution de l'eau est plus ou moins à l'équilibre dans toutes les provinces alors que la fonction agriculture est légèrement bénéficiaire dans le Brabant, Liège et le Hainaut et rapporte davantage à Namur et surtout dans le Luxembourg.

Nous venons de voir que la répartition des dépenses varie selon la localisation géographique des communes. Parmi d'autres déterminants de cette répartition nous pourrions entre autres épingler la taille des communes et la situation socio-économique. Ces critères sont néanmoins en partie redondants puisque huit des neuf plus grandes villes (villes de plus de 50.000 habitants) se trouvent en province de Liège ou du Hainaut. De même la situation socio-économique est passablement différente selon la taille des communes ou selon les provinces de localisation.

En nous concentrant sur ces deux autres critères détaillés à l'annexe XV, nous pouvons souligner quelques tendances , qui devraient toutefois être vérifiées sur la base d'une méthodologie plus aboutie afin de définir les déterminants principaux et d'éliminer les effets croisés.

Sur la base du critère population, on remarque que les dépenses ordinaires par habitant des grandes villes sont 50% plus élevées que celles des plus petites communes. Les dépenses de fonctionnement général, de police, d'incendie sont deux fois plus importantes dans les grandes villes. Les dépenses en politiques sociales, culture, hygiène y sont aussi plus élevées. Ceci s'explique en partie par le rôle de centralité qu'elles exercent, rôle qui est pris en compte, du côté des recettes, par la dotation « externalités » du Fonds des communes. Il n'y a que les voiries qui coûtent sensiblement moins par habitant pour les grandes villes.

Sur la base du critère socio-économique développé plus avant, les dépenses de fonctionnement général, de police, de service d'incendie, les politiques sociales, les politiques d'hygiène et santé publiques ainsi que celles du logement social sont plus importantes dans les communes dont le potentiel fiscal est le plus faible. On est donc face à une sorte d'effet ciseau avec d'un côté des besoins plus élevés et de l'autre des recettes potentiellement plus faibles. Par contre, l'effet est inversé en ce qui concerne les voiries.

Nous retrouvons donc ici les mêmes tendances que celles mises en évidence avec le critère population car à l'exception de Namur, les 8 plus grandes villes ont un potentiel fiscal sous la moyenne régionale. Une étude plus poussée serait nécessaire pour distinguer le cas échéant les effets taille des effets socio-économiques.

Les dépenses communales ne se limitent toutefois pas à la gestion courante. Comme nous l'avons vu plus avant, les communes sont aussi de grandes contributrices aux investissements publics qui sont eux enregistrés au service extraordinaire des budgets initiaux.

5. LE SERVICE EXTRAORDINAIRE

Le service extraordinaire reprend les opérations qui ne relèvent pas de la gestion courante. On y retrouve essentiellement les dépenses d'investissements et, côté recettes, les moyens de financement de ceux-ci (emprunts, subventions ou épargne propre). L'annexe XVI reprend le détail du service extraordinaire pour les budgets initiaux 2014 à 2017. Entre 2016 et 2017, on enregistre une baisse d'environ 5,2% des dépenses extraordinaires à l'exercice propre consécutive de la baisse des investissements qui passent de 1,664 milliards euros en 2016 à 1,571 milliards en 2017. Leurs montants restent néanmoins toujours supérieurs à ceux inscrits aux budgets 2014 et 2015.

Nous nous limiterons ici à préciser les fonctions dans lesquelles les communes comptent investir en priorité en 2017. Comme pour le service ordinaire, nous concentrerons notre analyse sur l'exercice propre[42].

Les pouvoirs locaux dans leur ensemble sont des acteurs incontournables dans le domaine des investissements publics. Au niveau des communes wallonnes, cela correspond à un budget de 446 euros par habitant pour l'exercice propre si on s'en tient au regroupement économique 91[43].

Ces investissements consistent essentiellement en la construction, l'aménagement, l'équipement ou la maintenance extraordinaire de bâtiments/terrains pour 254 euros par habitant ou encore, la construction/entretien de voiries et égouts, pour 157 euros par habitant. 21 euros par habitant vont en achat de matériel de transport et d'exploitation.

Si l'on prend l'optique fonctionnelle, on peut noter que la majorité des investissements[44], avec une moyenne de 140 euros par habitant, est destinée aux voiries. Ce poste était déjà un des plus importants au service ordinaire.

Tableau 12: Dépenses d'investissement, BI 2017, exercice propre, communes wallonnes, analyse fonctionnelle, euros par habitant.

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIÈGE	LUXEMBOURG	NAMUR	RÉGION
Dépenses d'investissement (groupe éco 91)	344	464	367	710	467	446
Voiries	142	151	104	203	140	140
Sports-culture-loisirs	84	87	65	123	99	86
Administration générale	44	57	76	118	113	74
Logement	10	46	42	43	29	38
Enseignement	25	34	35	41	26	33
Economie	1	57	5	63	24	32
Cultes	8	8	4	18	9	8
Action sociale	7	4	12	12	5	7
Environnement	6	6	8	8	6	7
Eaux usées	8	3	7	6	9	6
Distribution eau	4	0	2	36	2	4
Assistance sociale	3	3	3	25	2	4
Agriculture	0	2	1	11	2	2

Source : BI 2017 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres.

Viennent ensuite les investissements dans les domaines du sport et de la culture (86 euros par habitant) et du patrimoine communal (74 euros par habitant). Le logement (38 euros par habitant) et les investissements scolaires constituent également, avec plus de 30 euros par habitant, deux autres postes d'investissement conséquents.

42 La différence entre les montants inscrits au propre et au global est de moins de 3% pour ce qui concerne les dépenses d'investissement.

43 Le regroupement économique 91 est une approximation assez proche de la statistique de formation intérieure brute de capital. Pour s'en rapprocher davantage, il faudrait prendre les données de l'exercice global et procéder à quelques corrections en retranchant notamment certaines recettes d'investissement (par exemple vente de terrains).

44 Nous parlons bien ici des dépenses d'investissement et non du coût net pour les communes, certains types d'investissements étant par ailleurs davantage subsidiés.

En cohérence avec l'analyse effectuée pour le service ordinaire, les communes du Luxembourg enregistrent des dépenses bien au-dessus de la moyenne en voirie, agriculture (surtout sylviculture) et distribution d'eau.

Néanmoins, la comparaison entre provinces est ici plus délicate car les différences s'expliquent souvent par des investissements conséquents réalisés par une ou quelques entités. Ainsi, au niveau des investissements en sport/culture, plus de 40% des montants enregistrés en 2017 dans le Brabant viennent de la construction d'une piscine à Braine l'Alleud. Dans le Hainaut plus de 25% des investissements sont consacrés à la maison de la culture de Tournai, et, pour Charleroi, aux travaux au stade du Mambourg, au théâtre de l'Ancre, à la piscine de Montignies sur Sambre et au Palais des Beaux Arts. Idem pour la province de Liège où plus de 25% des investissements se concentrent à Seraing (centre culturel et piscine), Visé (centre culturel) et Verviers pour la rénovation du grand théâtre. Les investissements en sports/culture sont davantage constatés en province de Luxembourg et de Namur où ils concernent principalement la construction-entretien de halls sportifs et/ou de piscines.

De même les dépenses élevées pour les communes luxembourgeoises dans la fonction assistance sociale proviennent de la construction de crèches dans trois communes (pour un montant de 21 euros par habitant).

Dans la fonction économie, 80% des investissements du Hainaut s'expliquent par le projet FEDER Charleroi créatif : centre des congrès et palais des expositions.

Enfin, les dépenses plus élevées pour la fonction culte dans le Luxembourg s'expliquent simplement par la plus faible densité de population car dans l'absolu moins de 20% des investissements dans cette fonction sont le fait de communes luxembourgeoises (5 millions euros sur un total de 28,3 millions euros). La Basilique de Saint-Hubert concentre à elle seule presque 25% de ces investissements.

6. L'EQUILIBRE BUDGETAIRE DES COMMUNES WALLONNES

Les communes wallonnes dégagent dans leur ensemble un surplus budgétaire à l'exercice propre d'un peu plus de 65 millions euros. La croissance des recettes étant inférieure à celle des dépenses, le solde s'inscrit en recul par rapport à celui de 2016 mais reste toutefois plus élevé que celui repris aux budgets initiaux 2014 et 2015 comme le montre l'annexe XVII.

6.1. LES SOLDES DU SERVICE ORDINAIRE A L'EXERCICE PROPRE

A l'exercice propre, les communes wallonnes réalisent en moyenne un surplus de 18,5 euros par habitant. Une seule commune a rendu un budget 2017 en léger déficit à l'exercice propre, mais ce dernier aurait pu être équilibré par l'utilisation d'un crédit spécial (ou l'aide exceptionnelle 2017 décidée par le GW) comme l'ont fait d'autres communes dans semblable situation. Les communes luxembourgeoises bénéficient d'un surplus trois fois supérieur à la moyenne régionale.

Pour avoir une meilleure idée de l'équilibre budgétaire à court terme, nous pouvons durcir un peu l'analyse des soldes en ne tenant compte, du côté des recettes, ni du crédit spécial de recettes (qui sont des recettes fictives), ni du rapatriement net des provisions pour risques et charges qui sont des moyens issus des années antérieures, ni encore des aides exceptionnelles qui prennent la forme de transferts d'emprunt de l'extraordinaire vers l'ordinaire

Tableau 13 : Solde du service ordinaire, BI 2017, communes wallonnes regroupées par province, euros par habitant.

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIÈGE LUXEMBOURG	LUXEMBOURG	NAMUR	RÉGION
Solde au propre	21	12	20	53	22	18
Solde au global	96	94	65	124	73	84
Crédit spécial	9	12	10	4	3	9
Rapatriement de provisions	1	15	34	10	3	17
dont prélèvement du service extraordinaire	-	6	7	-	-	4
Constitution de provisions	3	3	14	4	2	6
Solde propre hors crédit spécial	11	0	9	49	19	9
Solde propre hors crédit spécial et provisions	14	-12	-11	43	18	-2
13 bis : nombre de communes en déficit						
au propre sans CS	8	17	13	5	5	48
au propre sans CS ni provisions	8	24	16	9	11	68

Source : BI 2017 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres.

Sans intégrer le crédit spécial de recettes[45], le solde baisse de moitié de façon générale, mais tombe à 0 pour les communes du Hainaut. Sans ce recours à ces recettes fictives, 48 communes seraient, toutes autres choses égales par ailleurs, en déficit à l'exercice propre. Soit 1 commune sur 5 environ…

Si on retranche en plus le montant du rapatriement net[46]des provisions, le solde passe sous la barre de l'équilibre avec des communes liégeoises et hennuyères en déficit dans leur ensemble. Ces deux dernières corrections ont moins d'impact pour les communes namuroises, luxembourgeoises ou brabançonnes qui parviennent à dégager des surplus sans recourir à des artifices budgétaires, ni à ponctionner dans leurs provisions, signes d'une santé financière meilleure que la moyenne.

L'équilibre au budget ordinaire en 2017 cache donc de réelles difficultés pour les communes wallonnes. Preuve en est par ailleurs le nombre important de communes qui sont suivies et conseillées par le Centre Régional d'Aide aux Communes (C.R.A.C).

Les communes appartenant aux catégories socio-économiques moins favorisées, sur la base de l'indicateur développé dans cette étude, enregistrent des soldes inférieurs à la moyenne et utilisent davantage les crédits spéciaux et les rapatriements de provisions pour atteindre l'équilibre.

45 80 communes ont eu recours à ce crédit spécial au budget initial 2017 et 42% des montants budgétés sont le fait de 2 d'entres elles (56% si on prend les 4 communes qui ont budgété plus de 1 million à ce poste).

46 Rapatriement – constitution.

Tableau 14 : Solde du service ordinaire, BI 2017, communes wallonnes regroupées par catégorie socio-économique, euros par habitant

	<-20%	-20% à 0%	0% à 20%	20% à 40%	> 40%
Solde au propre	15	16	23	22	33
Solde au global	76	83	87	84	114
Crédit spécial	12	11	5	6	7
Rapatriement de provisions	19	30	5	7	2
Constitution de provisions	10	6	6	2	3
Solde propre hors crédit spécial	3	5	18	16	26
Solde propre hors crédit spécial et provisions	-7	-19	19	12	26
dont prélèvement de l'extraordinaire vers l'ordinaire	11	4	0	3	-

Source : BI 2017 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres.

Un autre bémol d'importance doit être apporté à l'analyse ci-dessus. Nous nous sommes en effet concentrés sur les budgets initiaux 2017, mais un budget à l'équilibre n'entraîne pas de facto un compte à l'équilibre.

Ainsi pour les comptes 2015, alors que 4 communes présentaient un budget initial ordinaire en déficit à l'exercice propre, 113 communes ont finalement enregistré, pour ce même exercice propre, un résultat comptable[47] ordinaire négatif. Pour 144 d'entre elles le résultat budgétaire[48] était dans le rouge. Les réserves ont donc été mises à contribution. Mais les réserves ne sont pas éternelles. Ces résultats sont repris dans le détail à l'annexe XVIII.

6.2. LES SOLDES DU SERVICE ORDINAIRE AU GLOBAL ET LES FONDS DE RESERVE

Pour avoir une idée de la soutenabilité financière à plus long terme, nous nous préoccupons de deux autres informations : le solde au global qui tient compte notamment du boni reporté, et les réserves disponibles qui nous informent sur le coussin budgétaire des communes.

L'annexe XVIII nous montre que le solde global par habitant prévu aux budgets initiaux 2017 est de 84 euros par habitant alors que celui repris aux comptes 2014 était encore de 141,83 euros par habitant[49]. Les communes parviennent ainsi à financer leurs politiques courantes sans déficit, mais au prix d'une ponction sur l'épargne existante.

Par ailleurs, les communes disposeront, fin 2017, en moyenne de 118 euros par habitant de fonds de réserves (FR) (fonds de réserves ordinaires (FRO) et extraordinaires (FRE)). Les communes luxembourgeoises ont plus du double de la moyenne régionale et celles du Hainaut sont sous la moyenne. La majeure partie de ces réserves sont des fonds de réserves extraordinaires dont une partie a été alimentée par le Fonds régional pour les investissements communaux (FRIC)[50]. Les montants issus du FRIC sont bien des réserves mais sont directement liés au financement d'investissements à venir et sont réservées à cet usage. On ne peut donc pas vraiment en tenir compte dans l'analyse de la soutenabilité à long terme.

47 Droits nets – imputations.
48 Droits nets – engagements.
49 Il s'agit ici du résultat budgétaire 2014 : droits nets-engagements.
50 Fonds organisant un droit de tirage des communes sur base de deux programmations (2013-2016 et 2017-2018) et qui vient en complément à d'autres mécanismes de subventions d'investissements d'intérêt public.

Tableau 15 : Fonds de réserves fin 2017, document budgétaire BI 2017, communes wallonnes, euros par habitant.

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIÈGE	LUXEMBOURG	NAMUR	RÉGION
FRO	44.52	25.36	49.35	98.29	30.48	40.98
FRE	127.05	49.46	58.65	133.33	119.80	77.29
dont FRE hors FRIC	107.75	40.94	48.21	109.83	110.60	65.71
dont FRE FRIC	19.29	8.53	10.44	23.50	9.20	11.58
FR hors FRIC	152.28	66.30	97.56	208.12	141.08	106.69
FR	171.57	74.83	108.00	231.62	150.28	118.27

Source : BI 2017 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres.

L'annexe XIX indique par ailleurs que les communes dont la population est socio-économiquement moins favorisée disposent de réserves plus faibles.

Les communes disposent ainsi encore d'un petit coussin budgétaire pour les années à venir même s'il diminue rapidement. Ces dernières années, notamment suite à la mise en place des balises d'emprunt, les communes ont davantage eu recours à leurs réserves pour financer leurs investissements.

Tableau 16 : Evolution des fonds de réserves entre 2014 et 2017, euros par habitant

FR hors FRIC	C2014	BI2017
Brabant wallon	226.84	152.28
Hainaut	126.80	66.30
Liège	141.46	97.56
Luxembourg	397.73	208.12
Namur	131.18	141.08
Région	164.13	106.69

Source : C 2014 et BI 2017 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres.

7. CONCLUSION

Les pouvoirs locaux wallons disposent de leviers budgétaires importants et quasiment identiques à ceux de la Région wallonne. Les communes y participent pour presque la moitié.

Leurs domaines d'action les plus importants sont pour la plupart, à côté de ceux liés au fonctionnement général, relatifs aux politiques sociales, à la voirie, la sécurité et au sport/culture.

On retrouve certaines politiques qui ont des champs d'application plus larges que le seul territoire d'une commune et sont également des priorités au niveau provincial. Une plus grande efficacité budgétaire pourrait ainsi résulter d'une plus grande collaboration avec les provinces et entre communes.

Les moyens financiers servant au financement de ces politiques proviennent de manière presque égale des autres pouvoirs publics et des ménages, les premiers compensant les seconds le cas échéant.

En effet, si les moyens financiers des communes proviennent principalement de la fiscalité, essentiellement les additionnels à l'I.P.P. et au Pr.I., les recettes de fonds sont également importantes. Le Fonds des communes, via ses dotations péréquations fiscales, permet de compenser partiellement le déséquilibre qui peut exister au niveau du potentiel fiscal des différentes communes.

Le déséquilibre apparaît aussi au niveau des dépenses qui sont proportionnellement plus importantes pour les communes dont la population est socio-économiquement plus défavorisée. Ces dernières font ainsi face à un effet ciseau qui entraîne une plus grande difficulté à atteindre un équilibre sans puiser dans les réserves.

Or, garantir un équilibre budgétaire pour nos communes est primordial si nous voulons qu'elles continuent à investir dans des domaines où elles restent un acteur incontournable : les voiries, la culture et la conservation du patrimoine.

A première vue, cet équilibre est bien présent au budget initial 2017 et les communes disposent encore de certaines réserves. Néanmoins, l'équilibre n'est peut-être qu'apparent vu qu'il s'obtient, pour 48 communes, via l'utilisation de recettes fictives. Par ailleurs, les réserves et le solde à l'exercice global sont en diminution ces dernières années, montrant une difficulté croissante pour les communes à rencontrer les dépenses exposées et donc à assumer leurs missions de service public. Ces réserves ne dureront pas éternellement et les communes pourraient ainsi se trouver rapidement en difficulté face aux défis qui se présentent à elles à court terme (vieillissement de la population, financement des pensions des agents communaux, financement des zones de secours,...).

Il convient par rapport à ces tendances de tenir compte de l'évolution à la hausse du manque à gagner lié à des décisions prises par les autres niveaux de pouvoir qui impactent les finances communales. L'Union des Villes et Communes de Wallonie a ainsi estimé[51] le manque à gagner en 2017 pour les communes à 215 millions EUR, soit 209 millions EUR liés à des décisions du Fédéral et 6 millions EUR pour des décisions régionales.

L'élaboration des budgets au cours des exercices à venir risque donc de devenir encore plus compliqué pour les communes.

51 Finances communales: les résultats de notre veille fédérale et régionale annuelle : http://www.uvcw.be/articles/3,13,2,0,6931.htm

8. SOURCES

Bednar, N. (2016), «La situation budgétaire des provinces wallonnes en 2016 », Le cahier des finances locales n°1, SPW éditions.

Belfius, « Etude finances locales 2016 », Annexe statistique zones de secours Wallonie, https://www.belfius.be/publicsocial/FR/Expertise/Etudes/FinancesLocales/LocalFinance/index.aspx

BNB, Comptes des administrations publiques 2016, https://stat.nbb.be/Index.aspx?DataSetCode=NFGOV&lang=fr

Bosquillon L. et N. Hotton (2017), «Le calcul du solde SEC 2010 pour les communes et les CPAS wallons », Le cahier des finances locales n°2, SPW éditions.

Budgets initiaux des communes wallonnes pour les années 2014 à 2017.

Comptes budgétaires des communes wallonnes pour les années 2014 et 2015.

Union des Villes et Communes de Wallonie (Avril 2017), « Finances communales : les résultats de notre veille fédérale et régionale annuelle », http://www.uvcw.be/articles/3,13,2,0,6931.htm.

Annexe I : Taux de réalisation

Taux de réalisation 2015, exercice propre, communes wallonnes, euros

Groupe économique	Exercice propre	Crédits budgétaires 2015	Engagements / Droits net extrapolés 2015 (99,59%)	Taux de réalisation
60	Recettes ordinaires de prestation (ROP)	339 506 203	302 761 534	89.2%
61	Recettes ordinaires de transfert (ROT)	4 334 396 217	4 045 746 772	93.3%
62	Recettes ordinaires de dette (ROD)	137 752 682	133 558 011	97.0%
68	Provisions	78 958 846	99 411 461	125.9%
	Total Recettes ordinaires	**4 890 613 947**	**4 581 477 778**	**93.7%**
70	Dépenses ordinaires de personnel (DOP)	1 987 844 885	1 880 011 338	94.6%
71	Dépenses ordinaires de fonctionnement (DOF)	780 162 784	689 824 684	88.4%
72	Dépenses ordinaires de transfert (DOT)	1 463 391 830	1 467 009 856	100.2%
7X	Dépenses ordinaires de dette (DOD)	594 009 720	572 037 445	96.3%
78	Provisions	9 012 859	44 888 463	498.0%
	Total Dépenses ordinaires	**4 834 422 078**	**4 653 771 786**	**96.3%**
80	Recettes extraordinaires de transfert (RET)	489 645 272	145 486 913	29.7%
81	Recettes extraordinaires d'investissement (REI)	57 859 236	34 968 682	60.4%
82	Recettes extraordinaires de dette (RED)	655 776 851	292 131 546	44.5%
88	Rapatriement de provisions	-	3 688	/
90	Dépenses extraordinaires de transfert (DET)	35 131 567	58 763 011	167.3%
91	Dépenses extraordinaires d'investissement (DEI)	1 352 613 725	598 880 305	44.3%
92	Dépenses extraordinaires de dette (DED)	38 163 268	46 002 275	120.5%
98	Constitution de provision	23 126 217	50 540 652	218.5%
	Total Recettes extraordinaires	**1 203 281 358**	**472 590 828**	**39.3%**
	Total dépenses extraordinaires	**1 449 034 777**	**754 186 244**	**52.0%**

Sources : Budgets initiaux et comptes 2015 des communes wallonnes

Taux de réalisation 2014, exercice propre, communes wallonnes, euros

Groupe économique	Exercice propre	Crédits budgétaires 2014	Engagements / Droits net extrapolés 2014 (99,79%)	Taux de réalisation
60	Recettes ordinaires de prestation (ROP)	352 838 934	310 354 405	88.0%
61	Recettes ordinaires de transfert (ROT)	4 167 591 137	4 074 555 513	97.8%
62	Recettes ordinaires de dette (ROD)	148 291 618	139 572 803	94.1%
68	Provisions	56 004 972	117 904 592	210.5%
	Total Recettes ordinaires	**4 724 726 660**	**4 642 387 313**	**98.3%**
70	Dépenses ordinaires de personnel (DOP)	1 956 000 766	1 933 550 894	98.9%
71	Dépenses ordinaires de fonctionnement (DOF)	796 374 454	712 632 661	89.5%
72	Dépenses ordinaires de transfert (DOT)	1 337 458 900	1 349 505 036	100.9%
7X	Dépenses ordinaires de dette (DOD)	592 037 748	555 438 751	93.8%
78	Provisions	10 506 846	44 726 935	425.7%
	Total Dépenses ordinaires	**4 692 378 714**	**4 595 854 277**	**97.9%**
80	Recettes extraordinaires de transfert (RET)	521 012 168	238 700 997	45.8%
81	Recettes extraordinaires d'investissement (REI)	73 699 463	24 033 989	32.6%
82	Recettes extraordinaires de dette (RED)	596 633 443	378 349 466	63.4%
88	Rapatriement de provisions	6 983	4 806	68.8%
90	Dépenses extraordinaires de transfert (DET)	31 111 466	59 552 451	191.4%
91	Dépenses extraordinaires d'investissement (DEI)	1 278 555 507	561 561 035	43.9%
92	Dépenses extraordinaires de dette (DED)	37 213 866	24 816 047	66.7%
98	Constitution de provision	8 400 001	43 992 587	523.7%
	Total Recettes extraordinaires	**1 191 352 057**	**641 089 257**	**53.8%**
	Total dépenses extraordinaires	**1 355 280 840**	**689 922 120**	**50.9%**

Sources : Budgets initiaux et comptes 2014 des communes wallonnes

Annexe II : Exercice propre et global, BI 2017, communes wallonnes (euros)

Recettes ordinaires, BI 2017, communes wallonnes, euros

	2017
Recettes ordinaires ex. propre	5 030 186 239
Exercices antérieurs	374 655 738
Dont boni des ex. antérieurs	366 045 618
Prélèvements	34 661 272
Recettes ordinaires ex. global	5 439 503 249

Source : BI 2017, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Dépenses ordinaires, BI 2017, communes wallonnes, euros

	2017
Dépenses ordinaires ex. propre	**4 964 983 557**
Exercices antérieurs	75 729 664
dont cotisations de responsabilisation	41 623 310
dont mali des ex. antérieurs	1 309 027
Prélèvements	**102 031 635**
Dépenses ordinaires ex. global	**5 142 744 855**

Source : BI 2017, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Service extraordinaire, BI 2017, communes wallonnes, euros

	2017
Total Recettes extraordinaires propres	
Total dépenses extraordinaires propres	1 663 410 326
Recettes extraordinaires exercices antérieurs	232 567 109
Dont boni des ex. antérieurs	123 333 756
Dépenses extraordinaires exercices antérieurs	92 141 249
Dont mali des ex. antérieurs	40 966 904
Prélèvements recettes	353 376 223
Prélèvements dépenses	156 085 390
Recettes extraordinaires globales	2 035 978 485
Dépenses extraordinaires globales	1 911 636 965

Source : BI 2017, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe III : Comptes non financiers des administrations publiques -Aperçu

Dépenses des administrations de Belgique

	2015 (millions euros)	2016 (millions euros)	2015 (euros/ hab.)	2016 (euros/ hab.)
Administrations de sécurité sociale	77 359	91 098	6 901	8 085
Communautés et Régions	79 780	82 508	7 117	7 322
Pouvoir fédéral	113 412	116 176	10 118	10 310
Administrations locales de Belgique	29 410	29 698	2 624	2 636
Communauté française	17 685	18 195	3 879	3 970
Wallonie	11 323	11 679	3 154	3 242

Source : http://stat.nbb.be/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=ec501843-d1e7-4bc0-b583-974d9336551f&themetreeid=10, consulté le 1 juin 2017 et calculs propres.

Dépenses des administrations nettes de transferts aux autres administrations publiques

	2015 millions euros	2016 millions euros	2016 % des dépenses	2015 euros/ hab.	2016 euros/ hab.
Administrations de sécurité sociale	77 077	81 685	36.2%	6 876	7 249
Communautés et Régions	69 039	71 882	31.9%	6 159	6 379
Pouvoir fédéral	46 136	42 441	18.8%	4 116	3 767
Administrations locales de Belgique	29 172	29 410	13.0%	2 603	2 610
Total des Administrations de Belgique	221 423	225 417	100.0%	19 754	20 005
Communauté française	11 834	12 090		2 595	2 638
Wallonie	8 631	8 890		2 404	2 468
Communes wallonnes (y compris transferts)	5 144			1 464	
Communes wallonnes (hors transferts)	3 735			1.063	

Source : http://stat.nbb.be/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=ec501843-d1e7-4bc0-b583-974d9336551f&themetreeid=10, consulté le 1 juin 2017 et calculs propres.

Dépenses primaires des administrations nettes de transferts aux autres administrations publiques

	2015 millions euros	2016 millions euros	2016 % des dépenses	2015 euros/ hab.	2016 euros/ hab.
Administrations de sécurité sociale	76 841	81 654	38.3%	6 855	7 247
Communautés et Régions	67 812	70 504	33.1%	6 050	6 257
Pouvoir fédéral	35 239	31 880	15.0%	3 144	2 829
Administrations locales de Belgique	28 707	29 005	13.6%	2 561	2 574
Total des Administrations de Belgique	208 599	213 042	100.0%	18 610	18 907
Communauté française	11 677	11 922		2 561	2 601
Wallonie	8 150	8 355		2 270	2 319

Source : http://stat.nbb.be/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=ec501843-d1e7-4bc0-b583974d9336551f&themetreeid=10, consulté le 1 juin 2017 et calculs propres

Annexe IV : Comptes détaillés des administrations publiques, formation brute de capital fixe

Formation brute de capital, ensemble des administrations publiques de Belgique (millions euros)

Ensemble des administrations publiques	2011	2012	2013	2014	2015
Compte					
Formation brute de capital (P.5)	9 847.5	10 180.1	9 512.5	9 429.5	9 594.9
Formation brute de capital fixe (P.51)	9 277.5	9 645.5	9 273.2	9 566.1	9 704.6
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	6 760.8	7 061.7	6 557.9	6 925.2	6 806.5
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	2 516.7	2 583.8	2 715.3	2 640.9	2 898.1
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0	0	0	0	0

Source : http://stat.nbb.be/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=ec501843-d1e7-4bc0-b583974d9336551f&themetreid=10, consulté le 1 juin 2017

Formation brute de capital, ensemble des pouvoirs locaux de Belgique (millions euros)

Pouvoirs locaux	2011	2012	2013	2014	2015
Compte					
Formation brute de capital (P.5)	3 228.5	3 751.9	3 218	3 144.8	2 993.9
Formation brute de capital fixe (P.51)	3 195.6	3 806.1	3 289.9	3 197.4	3 064.6
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	3 194.5	3 804.5	3 288.3	3 195.9	3 062.6
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	1.1	1.6	1.6	1.5	2
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0	0	0	0	0

Source : http://stat.nbb.be/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=ec501843-d1e7-4bc0-b583974d9336551f&themetreeid=10, consulté le 1 juin 2017

Annexe V : Les recettes ordinaires des communes wallonnes aux budgets initiaux 2014-2017, exercice propre

Recettes ordinaires, exercice propre, budget initiaux 2014-2017, communes wallonnes (euros)

	2014	2015	2016	2017	17/16	moyenne 14-17
Total ROP	352 838 934	339 506 203	333 784 198	354 484 400	6.2%	0.2%
Total ROT	4 167 591 137	4 334 396 217	4 513 525 356	4 502 290 756	-0.2%	2.6%
Total ROD	148 291 618	137 752 682	123 371 496	113 485 447	-8.0%	-8.5%
Provisions	56 004 972	78 958 846	68 172 812	59 925 637	-12.1%	2.3%
Recettes ordinaires ex. propre	**4 724 726 660**	**4 890 613 947**	**5 038 853 862**	**5 030 186 239**	**-0.2%**	**2.1%**
Exercices antérieurs	451 196 305.30	444 469 960.49	332 531 242.13	374 655 738.27	12.7%	-6.0%
Prélèvements	10 275 075.67	27 233 214	45 694 292	34 661 272	-24.1%	50.0%
Recettes ordinaires ex. global	5 186 198 041	5 362 317 121	5 417 079 396	5 439 503 249	0.4%	1.6%

Source : BI 2017, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe VI : Répartition des recettes ordinaires, exercice propre, BI 2017, communes wallonnes (le chiffre 1 permet de relier le code économique au contributeur)

Code éco. 1	Code éco. 2	Libellé	Ménages	Entreprises	Pouvoirs publics	Communes	Hybride	Montants BI 2017 (euros)
106	01	**Notes de crédit et ristournes du service ordinaire**	0	0	0	1	0	36 028 189
106	02	**Récupération de charges de personnel payées indûment**	0	0	0	1	0	1 523 548
161	01	**Produits de prestations directes concernant la fonction**	0	0	0	0	1	31 572 212
161	02	**Produits de ventes de biens concernant la fonction**	0	0	0	0	1	32 341 974
161	03	**Produits de la location mobilière relative à la fonction**	0	0	0	0	1	1 103 487
161	04	**Produits des droits d'entrée**	0	0	0	0	1	6 424 687
161	05	**Produits des concessions de droits accordées**	0	1	0	0	0	64 717 270
161	06	**Récupération des frais de procédure et de poursuite**	0	0	0	0	1	1 708 846
161	07	**Interventions des parents dans les transports scolaires**	1	0	0	0	0	642 388
161	08	**Interventions des parents dans les repas scolaires**	1	0	0	0	0	7 960 664
161	09	**Intervention des parents dans la surveillance et les cours**	1	0	0	0	0	11 776 369
161	10	**Intervention des parents dans les classes de plein air et de neige**	1	0	0	0	0	2 176 061
161	11	**Produits des droits forestiers d'affouage et d'abattage**	0	0	0	0	1	369 730
161	12	**Produits de la vente des coupes de bois sur pied**	0	1	0	0	0	42 079 161
161	13	**Produits de la vente des bois abattus**	0	0	0	0	1	288 066
161	14	**Remboursements des avantages en nature du personnel et des mandataires**	0	0	0	1	0	2 681 424
161	48	**Produits et récupérations divers relatifs à la fonction**	0	0	0	0	1	38 583 218
162	01	**Produits de prestations pour les pouvoirs publics**	0	0	1	0	0	2 914 597
163	01	**Produits des locations immobilières aux entreprises et aux ménages**	0	0	0	0	1	58 579 909
163	48	**Produits et récupérations divers**	0	0	0	0	1	-
164	01	**Produits des locations immobilières aux pouvoirs publics**	0	0	1	0	0	7 044 240
180	01	**Récupération des travaux exécutés pour le compte de tiers**	0	0	0	0	1	3 059 084
180	02	**Droits de passage**	0	0	0	0	1	206 473

180	48	**Produits des interventions diverses**	0	0	0	0	1	702 803
206	01	**Récupération des charges financières et des pertes des entreprises**	0	1	0	0	0	-
261	01	**Intérêts créditeurs des titres de placements**	0	1	0	0	0	520 576
261	03	**Intérêts créditeurs des prêts accordés à plus d'un an**	0	1	0	0	0	60 240
262	01	**Ristournes sur intérêts des emprunts**	0	1	0	0	0	435 011
263	01	**Remboursements des charges financières des emprunts à charge de tiers**	0	1	0	0	0	1 066 862
264	01	**Intérêts créditeurs sur les comptes courants au crédit communal**	0	1	0	0	0	351 159
264	02	**Intérêts créditeurs sur les comptes de placements à terme au crédit communal**	0	1	0	0	0	1 330 493
264	03	**Intérêts créditeurs de comptes financiers divers**	0	1	0	0	0	576 504
264	04	**Intérêts créditeurs sur les comptes de placements à terme divers**	0	1	0	0	0	303 401
265	01	**Intérêts de retard créditeurs sur les créances**	0	0	0	0	1	504 937
266	01	**Bénéfices de change**	0	0	0	0	1	145
268	01	**Récupération sur tiers des charges financières d'emprunts garantis par la commune**	0	0	0	0	1	24 178
269	01	**Produits des rentes viagères et perpétuelles**	0	0	0	0	1	131 148
271	01	**Participations dans les bénéfices des régies communales**	0	1	0	0	0	4 857 974
272	01	**Dividendes de participations dans les intercommunales**	0	1	0	0	0	97 805 556
273	01	**Dividendes de participations dans les sociétés fédérales et régionales**	0	1	0	0	0	53 160
274	01	**Dividendes de participations dans le crédit communal**	0	1	0	0	0	24 904
275	01	**Dividendes de participations dans les autres entreprises publiques**	0	1	0	0	0	620 593
280	01	**Dividendes de participations dans les entreprises privées**	0	1	0	0	0	503 310
280	02	**Dividendes et ristournes sur des concessions accordées**	0	1	0	0	0	856 698
306	01	**Récupération des transferts de revenus au secteur privé**	0	1	0	0	0	340 348
307	01	**Excédent de trésorerie**	0	0	0	1	0	785
361	01	**Taxe sur la conservation des véhicules saisis par la police**	1	0	0	0	0	1 744 588
361	02	**Taxe sur la délivrance de documents concernant les établissements dangereux, incommodes et insalubres**	0	1	0	0	0	306 488
361	03	**Taxe sur la délivrance de permis de lotir**	0	0	0	0	1	1 272 962
361	04	**Taxe sur la délivrance de documents administratifs**	0	0	0	0	1	24 281 626
361	48	**Taxe sur les prestations administratives diverses**	0	0	0	0	1	2 207 795
362	01	**Taxes pour l'acquisition de terrains de voirie**	0	0	0	0	1	12

362	02	**Taxes pour le pavage des rues**	0	0	0	0	1	500 850
362	03	**Taxe pour la construction des trottoirs**	0	0	0	0	1	158 571
362	04	**Taxe pour la construction des égouts**	0	0	0	0	1	151 594
362	05	**Taxe pour le raccordement au réseau d'égout**	0	0	0	0	1	969 348
362	06	**Taxe pour la construction de conduites d'eau**	0	0	0	0	1	9 200
362	07	**Taxe d'urbanisation**	0	0	0	0	1	511 266
362	08	**Taxe sur l'inflexion dans les trottoirs**	0	0	0	0	1	34 800
362	09	**Taxe pour commodités spéciales dans les rues piétonnières**	0	0	0	0	1	-
362	48	**Taxes diverses de remboursement**	0	0	0	0	1	173 165
363	01	**Taxe sur les bâtiments reliés ou reliables au réseau d'eau**	0	0	0	0	1	251 000
363	02	**Taxe sur le raccordement au réseau de distribution d'eau**	0	0	0	0	1	113 000
363	03	**Taxe sur l'enlèvement des immondices et résidus ménagers**	1	0	0	0	0	197 522 562
363	04	**Taxe sur la vidange des fosses d'aisance**	0	0	0	0	1	-
363	05	**Taxe sur l'enlèvement de déchets industriels et encombrants**	0	1	0	0	0	203 996
363	06	**Taxe d'enlèvement et d'entreposage de véhicules ou d'objets**	0	0	0	0	1	1 075
363	07	**Taxe sur le déversement sauvage d'immondices sur la voie publique**	0	0	0	0	1	279 718
363	08	**Taxe sur les immeubles reliés ou reliables au réseau d'égouts**	0	0	0	0	1	8 149 834
363	09	**Taxe sur l'entretien des égouts**	0	0	0	0	1	16 313 815
363	10	**Taxe sur les inhumations, dispersion de cendres, columbarium**	1	0	0	0	0	1 870 614
363	11	**Taxe sur les exhumations**	1	0	0	0	0	254 198
363	12	**Taxe sur les transports funèbres**	1	0	0	0	0	576 400
363	13	**Taxe sur l'occupation des caveaux d'attente**	1	0	0	0	0	25 565
363	14	**Taxe sur le séjour à la morgue ou au dépôt mortuaire**	1	0	0	0	0	46 900
363	15	**Taxe sur les tombes et caveaux**	1	0	0	0	0	159 799
363	16	**Taxe sur la délivrance de récipients ou d'autocollants pour les résidus ménagers**	1	0	0	0	0	36 812 923
363	17	**Taxe pour la protection de l'environnement**	0	0	0	0	1	2 500
363	18	**Taxe pour l'utilisation de conteneurs communaux**	0	0	0	0	1	393 560
363	48	**Taxes diverses sur prestations d'hygiène publique**	0	0	0	0	1	4 952 485
364	01	**Taxe sur le personnel occupé**	0	1	0	0	0	25

364	02	**Taxe sur les serveuses de bar**	0	1	0	0	0	594 007
364	03	**Taxe sur la force motrice**	0	1	0	0	0	35 995 476
364	04	**Taxe sur les tanks et les réservoirs**	0	1	0	0	0	360 971
364	05	**Taxe sur les fours à coke**	0	1	0	0	0	-
364	06	**Taxe sur les charbonnages**	0	1	0	0	0	-
364	07	**Taxe sur les briqueteries**	0	1	0	0	0	-
364	08	**Taxe sur les brasseries**	0	1	0	0	0	-
364	09	**Taxe sur les carrières**	0	1	0	0	0	5 303 612
364	10	**Taxe sur les industries chimiques**	0	1	0	0	0	-
364	11	**Taxe pour le démergement**	0	1	0	0	0	-
364	12	**Taxe sur les débits de boissons**	0	1	0	0	0	855 077
364	13	**Taxe sur les débits de tabac**	0	1	0	0	0	185 770
364	14	**Taxe sur les salles de vente**	0	1	0	0	0	-
364	15	**Taxe sur le colportage**	0	1	0	0	0	17 086
364	16	**Taxe sur les agences de paris et de jeux**	0	1	0	0	0	131 252
364	17	**Taxe sur les débits de boissons ouverts en dehors des heures**	0	1	0	0	0	53 552
364	18	**Taxe sur les cercles privés**	0	1	0	0	0	118 454
364	19	**Taxe sur les étalages et les vitrines**	0	1	0	0	0	-
364	20	**Taxe sur l'autorisation de vendre du poisson**	0	1	0	0	0	-
364	21	**Taxe sur les exploitations de taxis**	0	1	0	0	0	305 815
364	22	**Taxe sur les enseignes et réclames lumineuses**	0	1	0	0	0	4 675 830
364	23	**Taxe sur les panneaux publicitaires**	0	1	0	0	0	7 575 391
364	24	**Taxe sur la diffusion publicitaire**	0	1	0	0	0	30 865 954
364	25	**Taxe sur les panneaux directionnels**	0	1	0	0	0	45 165
364	26	**Taxe de séjour**	0	1	0	0	0	4 855 944
364	27	**Taxe sur les terrains de camping**	0	1	0	0	0	1 159 494
364	28	**Taxe sur les dépôts de matériaux**	0	1	0	0	0	4 130
364	29	**Taxe sur les dépôts de mitraille, véhicules usagés, abandonnés**	0	1	0	0	0	272 191
364	30	**Taxe annuelle sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes**	0	1	0	0	0	815 049

364	31	**Autre taxe sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes**	0	1	0	0	0	19 000
364	32	**Taxe sur les banques et les institutions financières**	0	1	0	0	0	2 549 115
364	33	**Taxe sur les décharges**	0	1	0	0	0	2 504 828
364	34	**Taxe sur les chambres**	0	1	0	0	0	3 833 233
364	35	**Taxe sur les maisons de rendez-vous**	0	1	0	0	0	-
364	48	**Taxes diverses sur les entreprises**	0	1	0	0	0	18 673 733
365	01	**Taxe sur les spectacles**	0	0	0	0	1	5 899 534
365	02	**Taxe sur les bals publics**	0	0	0	0	1	219 078
365	03	**Taxe sur les instruments de musique et de télévision**	0	0	0	0	1	-
365	04	**Taxe sur le port de masques**	0	1	0	0	0	-
365	05	**Taxe sur les jeux de quilles**	0	1	0	0	0	12 000
365	06	**Taxe sur les appareils de jeux non automatiques**	0	1	0	0	0	-
365	07	**Taxe sur les jeux et paris**	0	1	0	0	0	750
365	08	**Taxe sur les locations de bateaux**	0	1	0	0	0	257 625
365	09	**Taxe sur la location d'animaux de selle**	0	1	0	0	0	-
365	10	**Taxe sur les luna-parks**	0	1	0	0	0	-
365	48	**Taxes diverses sur les spectacles et divertissements**	0	0	0	0	1	37 850
366	01	**Taxe sur les droits d'emplacement sur les marchés**	0	1	0	0	0	7 826 755
366	03	**Taxe sur les forains, les loges foraines et mobiles**	0	1	0	0	0	2 200 345
366	05	**Taxe de droits de quai**	0	1	0	0	0	47 200
366	06	**Taxe sur le placement de terrasses, tables, chaises**	0	1	0	0	0	1 036 569
366	07	**Taxe sur les parkings**	0	1	0	0	0	20 809 630
366	08	**Taxe sur le stationnement des taxis et voitures de louage**	0	1	0	0	0	1 750
366	09	**Taxe sur les kiosques à journaux, sur les baraques à frites,...**	0	1	0	0	0	212 927
366	10	**Taxe sur l'exploitation des plages et des rives**	0	1	0	0	0	-
366	11	**Taxe sur les photographes et filmeurs**	0	1	0	0	0	-
366	12	**Taxe sur les pompes à essence, à huile, à air comprimé**	0	1	0	0	0	-
366	13	**Taxe sur les distributeurs automatiques**	0	1	0	0	0	1 500
366	14	**Taxe sur les occupations diverses de la voie publique**	0	0	0	0	1	1 880 165

366	15	**Taxe sur les appareils de chargement et de déchargement**	0	1	0	0	0	-
366	48	**Taxes diverses sur l'occupation du domaine public**	0	0	0	0	1	540 703
367	01	**Taxe sur le patrimoine mobilier**	0	0	0	0	1	-
367	02	**Taxe sur la construction, l'aménagement de bâtiments ou de palissades**	0	0	0	0	1	939 450
367	03	**Taxe sur les balcons, loggias et marquises**	0	0	0	0	1	-
367	04	**Taxe sur les gouttières, gargouilles, couvre-rigoles**	0	0	0	0	1	-
367	05	**Taxe sur les entrées de caves, soupiraux, caves sous voirie**	0	0	0	0	1	180 000
367	06	**Taxe sur les portes cochères**	0	0	0	0	1	-
367	07	**Taxe sur les grillages et les clôtures**	0	0	0	0	1	-
367	08	**Taxe sur les chalets de vacances d'agrément, caravanes**	0	0	0	0	1	359 553
367	09	**Taxe sur les terrains à bâtir non bâtis (loi 29.03.1962 article 70bis)**	0	0	0	0	1	2 282 315
367	10	**Taxe sur les antennes extérieures**	0	0	0	0	1	3 579 725
367	11	**Taxe sur l'absence de places de parking**	0	0	0	0	1	563 088
367	12	**Taxe sur les biens exonérés du précompte immobilier**	0	0	0	0	1	-
367	13	**Taxe sur les secondes résidences**	1	0	0	0	0	13 964 741
367	14	**Taxe sur les terrains non bâtis situés dans les dunes**	0	0	0	0	1	-
367	15	**Taxe sur les immeubles inoccupés, inachevés, les taudis**	0	0	0	0	1	8 862 209
367	16	**Taxe sur les ruines industrielles**	0	1	0	0	0	-
367	17	**Taxe sur les bois et forêts**	0	0	0	0	1	-
367	18	**Taxe sur les piscines privées**	1	0	0	0	0	731 511
367	19	**Taxe sur les surfaces de bureau**	0	1	0	0	0	1 197 857
367	20	**Taxe sur les locaux destinés à l'accomplissement d'actes de commerce**	0	1	0	0	0	3 895 722
367	48	**Taxes diverses sur le patrimoine**	0	0	0	0	1	2 634 930
368	01	**Taxe sur le personnel de maison et de service**	1	0	0	0	0	-
368	02	**Taxe sur les chevaux de luxe**	1	0	0	0	0	47 425
368	03	**Taxe sur les pigeonniers**	1	0	0	0	0	-
368	04	**Taxe sur les chiens**	1	0	0	0	0	63 085
368	05	**Taxe sur les permis de chasse et de port d'arme**	1	0	0	0	0	84 231
368	06	**Taxe sur la tenderie**	1	0	0	0	0	-

368	07	**Taxe sur les véhicules sans moteur**	1	0	0	0	0	-
368	08	**Taxe sur les bicyclettes et les cyclomoteurs**	1	0	0	0	0	-
368	09	**Taxe sur les motocyclettes, bateaux et canots de plaisance**	1	0	0	0	0	4 995
368	10	**Taxe sur le contrôle, le plombage et le pressage de houblon**	0	1	0	0	0	-
368	11	**Taxe sur les stands de tir**	0	1	0	0	0	-
368	12	**Taxe sur les courts de tennis**	0	1	0	0	0	12 200
368	13	**Taxe sur le transport des personnes en état d'ivresse**	1	0	0	0	0	-
368	14	**Taxe communale à caractère général**	0	0	0	0	1	3 605
368	15	**Taxe sur les terrains de golf**	0	1	0	0	0	138 548
368	16	**Taxe sur les lâchers de pigeon**	1	0	0	0	0	-
368	17	**Taxe sur les fausses alertes**	1	0	0	0	0	-
368	48	**Taxes diverses**	0	0	0	0	1	27 073
371	01	**Taxe additionnelle au précompte immobilier**	81.36%	18.64%	0.00%	0.00%	0.00%	916 309 840
372	01	**Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques**	1	0	0	0	0	955 847 325
373	01	**Taxe additionnelle à la taxe sur les automobiles**	66.90%	33.10%	0.00%	0.00%	0.00%	43 302 559
374	01	**Taxe additionnelle à la taxe sur les vélos, vélomoteurs**	1	0	0	0	0	-
374	02	**Taxe additionnelle à la taxe sur les motos et bateaux et les canots de plaisance**	1	0	0	0	0	-
374	03	**Taxe additionnelle à la taxe sur les véhicules sans moteur**	1	0	0	0	0	-
375	01	**Taxe additionnelle à la taxe sur les chiens**	1	0	0	0	0	10
376	01	**Taxes additionnelles aux autres taxes provinciales**	0	0	0	0	1	35
377	01	**Taxes additionnelles aux taxes pour l'environnement**	0	0	0	0	1	273 849
377	48	**Taxes additionnelles aux autres taxes régionales ou communautaires**	0	0	0	0	1	44 002
380	01	**Indemnités pour petits dommages des entreprises et des ménages**	0	0	0	0	1	8 439 192
380	02	**Cotisations des mandataires pour la pension**	0	0	0	1	0	3 842 670
380	03	**Amendes**	0	0	0	0	1	7 758 547
380	05	**Dons manuels**	0	0	0	0	1	445 961
380	06	**Contributions des entreprises et ASBL dans les charges de traitement du personnel détaché**	0	1	0	0	0	6 801 496
380	48	**Autres contributions des entreprises et des ménages**	0	0	0	0	1	13 446 893
406	01	**Récupération des transferts de revenus au secteur public**	0	0	1	0	0	4 574 407

461	01	**Contributions de l'autorité supérieure dans les traitements du personnel enseignant**	0	0	1	0	0	2 014 117
462	01	**Contributions de l'autorité supérieure dans les charges de pension du personnel enseignant**	0	0	1	0	0	4 268
463	01	**Contribution de l'autorité supérieure dans les frais de fonctionnement de l'enseignement**	0	0	1	0	0	106 653 920
463	02	**Contribution de l'autorité supérieure pour les fournitures classiques**	0	0	1	0	0	935 588
464	01	**Remboursement par l'autorité supérieure des charges financières des emprunts**	0	0	1	0	0	119 113 648
465	01	**Contribution de l'autorité supérieure dans les frais de fonctionnement**	0	0	1	0	0	26 649 582
465	02	**Contribution de l'autorité supérieure dans les frais de personnel**	0	0	1	0	0	170 409 119
465	03	**Contribution de l'autorité supérieure dans la délivrance de permis de conduire**	0	0	1	0	0	193 035
465	04	**Contribution de l'autorité supérieure dans les frais de recensement divers**	0	0	1	0	0	193 957
465	05	**Contribution de l'autorité supérieure pour le personnel contractuel subsidié**	0	0	1	0	0	186 468 841
465	06	**Contribution de l'autorité supérieure dans les charges de traitements du personnel détaché**	0	0	1	0	0	1 383 020
465	48	**Autres contributions spécifiques de l'autorité supérieure**	0	0	1	0	0	116 918 034
466	01	**Fonds des communes**	0	0	1	0	0	1 174 340 006
466	02	**Fonds complémentaire pour recettes garanties**	0	0	1	0	0	-
466	03	**Fonds d'aide exceptionnelle**	0	0	1	0	0	-
466	04	**Contributions dans les charges de pension**	0	0	1	0	0	38 161
466	05	**Aide exceptionnelle**	0	0	1	0	0	1 295 705
466	06	**Fonds spéciaux pour les communes au centre régional d'incendie**	0	0	1	0	0	34 741
466	07	**Fonds flamand pour l'intégration des plus défavorisés**	0	0	1	0	0	-
466	08	**Dotation particulière**	0	0	1	0	0	15 574
466	09	**Fonds de compensation pour la non perception des additionnels au précompte immobilier**	0	0	1	0	0	24 320 941
466	48	**Autres contributions de l'autorité supérieure à des fins générales**	0	0	1	0	0	28 559 799
469	01	**Indemnités pour petits dommages de l'autorité supérieure**	0	0	1	0	0	2 000
481	01	**Contributions des autres pouvoirs publics dans les traitements des enseignants**	0	0	1	0	0	549 233
482	01	**Contributions des autres pouvoirs publics dans les pensions des enseignants**	0	0	1	0	0	-
483	01	**Contribution des autres pouvoirs publics dans les frais de fonctionnement de l'enseignement**	0	0	1	0	0	347 371
485	01	**Contribution des autres pouvoirs publics dans les frais de fonctionnement**	0	0	1	0	0	8 182 447
485	02	**Contribution des autres pouvoirs publics dans les frais de personnel**	0	0	1	0	0	18 056 273
485	06	**Contribution des autres pouvoirs publics dans les charges de traitement du personnel détaché**	0	0	1	0	0	8 721 059

485	48	**Contributions des autres pouvoirs publics à des fins spécifiques**	0	0	1	0	0	22 953 533
489	01	**Indemnités pour petits dommages des autres pouvoirs publics**	0	0	1	0	0	55 067
490	01	**Contributions pour les traitements de l'enseignement libre**	0	0	1	0	0	386 368
664	01	**Récupération sur l'autorité supérieure des remboursements périodiques des emprunts**	0	0	1	0	0	19 475 986
665	01	**Remboursement d'annuités de dommages de guerre 14-18**	1	0	0	0	0	380
667	01	**Récupération sur l'autorité supérieure du remboursement des emprunts pour le déficit des hôpitaux du CPAS**	0	0	1	0	0	-
668	01	**Récupération sur l'autorité supérieure du remboursement des emprunts de consolidation**	0	0	1	0	0	-
861	01	**Remboursement périodique des prêts par les entreprises publiques**	0	1	0	0	0	263 882
867	01	**Remboursement périodique des prêts par les entreprises privées**	0	1	0	0	0	36 000
870	01	**Remboursement périodique des prêts par les ménages et ASBL**	1	0	0	0	0	303 751
891	01	**Remboursement périodique des prêts par l'autorité supérieure**	0	0	1	0	0	1
893	01	**Remboursement périodique par les tiers des emprunts à leur charge**	0	0	0	0	1	1 862 196
893	02	**Remboursement périodique par les autres pouvoirs publics des prêts accordés**	0	0	1	0	0	988 958
968	01	**Remboursement par les tiers des emprunts garantis**	0	0	0	0	1	3 811
994	01	**Prélèvements sur le fonds de réserves ordinaires**	0	0	0	1	0	-
996	01	**Prélèvements du service extraordinaire pour l'ordinaire**	0	0	0	1	0	15 772 497
998	01	**Utilisation des provisions pour risques et charges**	0	0	0	1	0	42 157 141
998	02	**Reprises des provisions pour risques et charges**	0	0	0	1	0	1 995 998
		Total						5 030 186 239

Source : BI 2017, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

VII : Clé de répartition ménages-entreprises Pr.I.

Estimation de la répartition des recettes Pr.I. entre entreprises et ménages, communes par province, hors Communauté germanophone

	Ménages	Entreprises
BW	88.3%	11.7%
HAINAUT	79.5%	20.5%
LIEGE	78.8%	21.2%
LUXEMBOURG	82.5%	17.5%
NAMUR	85.1%	14.9%
TOTAL	81.4%	18.6%

Source : SPF finances, calculs propres

Estimation de la répartition des recettes Pr.I. entre entreprises et ménages, communes par arrondissement, hors Communauté germanophone

Arrondissement	INS	Ménages	Entreprises
NIVELLES	25000-26000	88.3%	11.7%
ATH	51000-52000	85.8%	14.2%
CHARLEROI	52000-53000	78.3%	21.7%
MONS	53000-54000	81.0%	19.0%
MOUSCRON	54000-55000	67.7%	32.3%
SOIGNIES	55000-56000	77.2%	22.8%
THUIN	56000-57000	93.0%	7.0%
TOURNAI	57000-58000	79.2%	20.8%
HUY	61000-62000	61.7%	38.3%
LIEGE	62000-63000	80.7%	19.3%
VERVIERS	63000-64000	81.8%	18.2%
WAREMME	64000-65000	82.2%	17.8%
ARLON	81000-82000	83.7%	16.3%
BASTOGNE	82000-83000	87.2%	12.8%
MARCHE	83000-84000	86.8%	13.2%
NEUFCHATEAU	84000-85000	86.9%	13.1%
VIRTON	85000-86000	66.9%	33.1%
DINANT	91000-92000	86.8%	13.2%
NAMUR	92000-93000	84.0%	16.0%
PHILIPPEVILLE	93000-94000	90.3%	9.7%

Source : BI 2017, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres.

Estimation de la répartition des recettes Pr.I. entre entreprises et ménages, communes

INS	Communes	Ménages	Entreprises
25119	LASNE	99.5%	0.5%
25018	CHAUMONT-GISTOUX	98.9%	1.1%
52025	GERPINNES	98.5%	1.5%
25117	CHASTRE	98.5%	1.5%
84029	HERBEUMONT	98.4%	1.6%
56086	HAM-SUR-HEURE-NALINNES	98.2%	1.8%
25122	RAMILLIES	98.0%	2.0%
53083	HONNELLES	98.0%	2.0%
93090	VIROINVAL	97.9%	2.1%
85034	SAINT-LEGER	97.9%	2.1%
93018	DOISCHE	97.9%	2.1%
25005	BEAUVECHAIN	97.8%	2.2%
63038	JALHAY	97.8%	2.2%
53044	JURBISE	97.8%	2.2%
25110	WATERLOO	97.7%	2.3%
52010	CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT	97.4%	2.6%
81003	ATTERT	97.3%	2.7%
	…		
62051	HERSTAL	68.7%	31.3%
54007	MOUSCRON	68.0%	32.0%
62096	SERAING	67.8%	32.2%
61072	WANZE	67.3%	32.7%
62079	OUPEYE	66.9%	33.1%
54010	COMINES - WARNETON	66.6%	33.4%
62108	VISE	63.7%	36.3%
52074	AISEAU-PRESLES	62.7%	37.3%
64029	GEER	58.9%	41.1%
62120	FLEMALLE	58.8%	41.2%
61039	MARCHIN	58.5%	41.5%
52063	SENEFFE	53.0%	47.0%
57003	ANTOING	50.9%	49.1%
53070	SAINT-GHISLAIN	50.8%	49.2%
85045	VIRTON	50.6%	49.4%
63086	TROIS-PONTS	49.6%	50.4%
61080	ENGIS	49.6%	50.4%
25044	ITTRE	47.5%	52.5%
92140	JEMEPPE-SUR-SAMBRE	43.1%	56.9%
61031	HUY	42.3%	57.7%
64056	OREYE	40.1%	59.9%
55050	ECAUSSINNES	36.5%	63.5%
85047	ROUVROY	23.7%	76.3%

Source : BI 2017, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

VIII : Répartition des recettes ordinaires BI 2017, exercice propre, par arrondissement

	Ménage	Entreprise	Pouvoirs publics	Commune	Hybride
AR. NIVELLES	**58.5%**	**10.8%**	**23.1%**	**1.2%**	**6.3%**
BEAUVECHAIN	58.3%	8.4%	28.0%	0.3%	5.0%
BRAINE-L'ALLEUD	57.9%	11.2%	20.7%	1.0%	9.1%
BRAINE-LE-CHATEAU	61.4%	14.2%	21.0%	0.3%	3.1%
CHAUMONT-GISTOUX	72.0%	3.6%	18.3%	2.0%	4.1%
COURT-SAINT-ETIENNE	62.8%	6.5%	26.0%	0.3%	4.4%
GENAPPE	58.9%	7.5%	21.7%	5.6%	6.3%
GREZ-DOICEAU	66.9%	6.3%	22.7%	0.3%	3.8%
INCOURT	55.9%	5.1%	33.2%	1.2%	4.6%
ITTRE	37.8%	27.0%	31.6%	0.1%	3.5%
JODOIGNE	58.9%	5.5%	27.1%	1.9%	6.7%
LA HULPE	55.6%	11.0%	23.9%	0.1%	9.3%
MONT-SAINT-GUIBERT	67.5%	13.1%	16.8%	0.3%	2.3%
NIVELLES	54.4%	15.0%	26.1%	0.2%	4.4%
PERWEZ	49.5%	7.9%	27.9%	1.4%	13.2%
RIXENSART	59.4%	15.0%	18.0%	1.5%	6.1%
TUBIZE	54.5%	9.1%	31.7%	0.2%	4.5%
VILLERS-LA-VILLE	60.6%	7.2%	23.7%	5.1%	3.4%
WATERLOO	68.7%	9.2%	14.1%	2.1%	5.9%
WAVRE	52.3%	18.8%	20.3%	0.5%	8.1%
CHASTRE	66.6%	4.6%	23.1%	1.5%	4.2%
HELECINE	53.9%	4.3%	33.9%	1.3%	6.6%
LASNE	72.9%	7.2%	14.3%	0.3%	5.4%
ORP-JAUCHE	56.4%	4.4%	32.0%	0.3%	7.0%
OTTIGNIES - LOUVAIN-LA-NEUVE	52.9%	11.2%	24.7%	2.0%	9.1%
RAMILLIES	60.1%	4.1%	27.4%	0.2%	8.1%
REBECQ	51.3%	10.3%	32.3%	0.4%	5.8%
WALHAIN	66.9%	5.9%	22.1%	0.7%	4.3%
AR. ATH	**44.5%**	**9.0%**	**38.2%**	**1.9%**	**6.3%**
ATH	45.2%	13.0%	32.2%	2.7%	6.9%
BELOEIL	44.9%	6.0%	41.9%	0.2%	7.0%
BERNISSART	36.5%	5.2%	51.6%	0.5%	6.3%
BRUGELETTE	42.9%	6.0%	37.7%	2.1%	11.3%
CHIEVRES	41.3%	5.7%	42.1%	5.8%	5.1%
ELLEZELLES	53.4%	6.9%	32.4%	0.2%	7.1%
FLOBECQ	55.5%	6.4%	32.8%	2.0%	3.2%
FRASNES-LEZ-ANVAING	46.9%	9.1%	40.1%	0.7%	3.2%
AR. CHARLEROI	**31.5%**	**10.8%**	**51.3%**	**2.8%**	**3.6%**
CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT	39.6%	6.5%	50.1%	0.5%	3.2%
CHARLEROI	24.9%	10.4%	58.0%	3.9%	2.9%
CHATELET	31.8%	14.1%	47.7%	0.3%	6.1%
COURCELLES	40.4%	9.1%	43.9%	1.7%	4.9%
FARCIENNES	25.0%	6.8%	64.5%	0.1%	3.5%
FLEURUS	42.0%	12.2%	40.1%	0.4%	5.2%
FONTAINE-L'EVEQUE	41.1%	7.5%	46.5%	0.1%	4.8%
GERPINNES	64.8%	5.7%	22.5%	0.3%	6.7%
MANAGE	37.4%	10.1%	48.4%	0.1%	4.0%
MONTIGNY-LE-TILLEUL	61.5%	10.0%	24.0%	0.1%	4.3%
PONT-A-CELLES	54.1%	6.6%	33.4%	1.0%	4.9%
SENEFFE	31.2%	26.6%	29.4%	10.2%	2.6%

AISEAU-PRESLES	35.5%	16.7%	43.8%	0.2%	3.8%
LES BONS VILLERS	58.9%	6.0%	29.9%	1.1%	4.2%
AR. MONS	**35.9%**	**10.9%**	**46.5%**	**2.3%**	**4.4%**
BOUSSU	33.2%	8.4%	54.5%	0.4%	3.5%
DOUR	34.6%	9.1%	52.3%	0.3%	3.7%
FRAMERIES	39.1%	8.8%	45.6%	1.2%	5.3%
HENSIES	38.2%	4.4%	51.7%	0.5%	5.1%
JURBISE	58.1%	5.7%	28.8%	3.6%	3.8%
LENS	53.5%	6.7%	37.8%	0.3%	1.8%
MONS	33.5%	12.6%	44.5%	4.3%	5.2%
QUAREGNON	33.9%	6.8%	55.5%	0.2%	3.5%
QUIEVRAIN	32.8%	7.7%	52.9%	0.4%	6.1%
SAINT-GHISLAIN	36.9%	21.0%	39.4%	0.2%	2.5%
COLFONTAINE	30.7%	5.8%	60.0%	0.3%	3.2%
HONNELLES	47.6%	4.1%	43.1%	2.1%	3.1%
QUEVY	52.2%	8.4%	34.5%	0.1%	4.7%
AR. MOUSCRON	**33.7%**	**11.7%**	**46.9%**	**0.5%**	**7.1%**
MOUSCRON	33.7%	10.5%	47.3%	0.2%	8.3%
COMINES - WARNETON	33.7%	15.9%	45.5%	1.8%	3.0%
AR. SOIGNIES	40.5%	12.5%	39.1%	3.0%	5.0%
BRAINE-LE-COMTE	58.2%	8.7%	26.2%	1.0%	5.8%
ENGHIEN	59.5%	7.7%	23.3%	0.4%	9.1%
LA LOUVIERE	30.9%	11.2%	47.7%	5.3%	4.9%
LESSINES	43.1%	15.2%	36.6%	1.6%	3.5%
LE ROEULX	57.7%	9.6%	26.9%	0.1%	5.7%
SILLY	52.2%	6.0%	34.8%	1.2%	5.9%
SOIGNIES	46.8%	14.0%	34.8%	0.1%	4.4%
ECAUSSINNES	32.0%	31.7%	32.4%	1.9%	2.1%
AR. THUIN	**44.5%**	**7.7%**	**41.7%**	**1.0%**	**5.1%**
ANDERLUES	42.1%	7.0%	46.3%	0.1%	4.5%
BEAUMONT	44.0%	6.3%	40.4%	1.8%	7.5%
BINCHE	42.7%	8.8%	44.5%	0.8%	3.2%
CHIMAY	35.6%	10.9%	42.3%	0.1%	11.1%
ERQUELINNES	40.1%	6.6%	48.7%	1.2%	3.3%
FROIDCHAPELLE	39.2%	8.8%	46.4%	0.3%	5.3%
LOBBES	50.6%	5.1%	34.7%	5.9%	3.7%
MERBES-LE-CHATEAU	43.8%	5.0%	48.7%	0.2%	2.3%
MOMIGNIES	28.9%	10.1%	50.1%	2.0%	9.0%
THUIN	51.6%	7.5%	35.5%	1.5%	4.0%
ESTINNES	45.8%	4.5%	43.4%	0.6%	5.7%
HAM-SUR-HEURE-NALINNES	64.0%	6.0%	24.7%	0.3%	5.0%
MORLANWELZ	41.4%	9.1%	44.7%	0.6%	4.2%
SIVRY-RANCE	41.6%	7.4%	41.9%	0.6%	8.5%
AR. TOURNAI	**41.4%**	**13.0%**	**39.2%**	**0.5%**	**5.8%**
ANTOING	26.0%	28.7%	40.7%	0.1%	4.5%
CELLES	43.4%	9.0%	40.5%	1.8%	5.3%
ESTAIMPUIS	35.9%	16.9%	39.1%	0.1%	8.0%
PECQ	44.3%	12.1%	37.6%	0.2%	5.9%
PERUWELZ	36.5%	7.6%	47.9%	0.6%	7.4%
RUMES	44.8%	4.8%	41.7%	0.2%	8.5%
TOURNAI	43.2%	13.6%	37.7%	0.3%	5.2%
BRUNEHAUT	39.9%	4.3%	48.2%	0.0%	7.5%
LEUZE-EN-HAINAUT	48.0%	12.6%	31.8%	2.0%	5.6%

MONT-DE-L'ENCLUS	51.2%	8.1%	35.3%	1.9%	3.5%
AR. HUY	**39.5%**	**14.2%**	**37.8%**	**1.5%**	**6.9%**
AMAY	45.0%	8.1%	42.4%	0.1%	4.4%
BURDINNE	51.4%	4.0%	34.8%	2.1%	7.8%
CLAVIER	48.0%	5.3%	41.6%	0.2%	4.9%
FERRIERES	51.8%	9.0%	34.9%	0.9%	3.4%
HAMOIR	42.3%	4.3%	44.1%	0.3%	9.0%
HERON	51.7%	5.0%	37.7%	0.4%	5.1%
HUY	28.2%	26.5%	34.6%	0.1%	10.6%
MARCHIN	38.4%	11.0%	40.5%	2.5%	7.6%
MODAVE	52.3%	4.5%	38.3%	0.2%	4.6%
NANDRIN	67.8%	3.9%	23.7%	0.3%	4.2%
OUFFET	48.7%	7.8%	37.5%	0.4%	5.6%
VERLAINE	55.8%	5.3%	34.8%	0.4%	3.7%
VILLERS-LE-BOUILLET	49.8%	11.2%	31.2%	0.9%	6.8%
WANZE	33.5%	11.8%	45.1%	3.4%	6.3%
ANTHISNES	56.5%	6.1%	34.4%	0.2%	2.9%
ENGIS	25.1%	19.0%	42.4%	9.2%	4.3%
TINLOT	47.9%	4.8%	40.4%	1.0%	5.9%
AR. LIEGE	**35.7%**	**11.4%**	**44.6%**	**4.1%**	**4.1%**
ANS	49.7%	10.4%	36.1%	0.1%	3.7%
AWANS	58.9%	13.2%	24.5%	1.4%	2.1%
AYWAILLE	50.0%	12.0%	29.9%	0.1%	7.9%
BASSENGE	55.9%	11.4%	30.6%	0.2%	2.0%
BEYNE-HEUSAY	48.1%	8.2%	40.4%	0.0%	3.3%
CHAUDFONTAINE	58.2%	7.1%	23.9%	2.1%	8.8%
COMBLAIN-AU-PONT	44.1%	5.3%	45.3%	0.4%	4.9%
DALHEM	66.8%	3.8%	25.9%	0.2%	3.3%
ESNEUX	66.8%	5.3%	24.2%	0.1%	3.5%
FLERON	49.7%	8.2%	35.7%	0.1%	6.3%
HERSTAL	34.6%	16.2%	42.1%	3.4%	3.7%
JUPRELLE	59.2%	4.7%	32.2%	0.2%	3.7%
LIEGE	27.0%	9.8%	52.1%	7.4%	3.8%
OUPEYE	44.5%	17.6%	34.7%	0.1%	3.1%
SAINT-NICOLAS	35.0%	8.2%	51.8%	0.5%	4.6%
SERAING	28.8%	14.4%	49.4%	3.5%	3.9%
SOUMAGNE	54.4%	7.4%	31.8%	0.1%	6.3%
SPRIMONT	57.9%	8.2%	29.5%	0.1%	4.2%
VISE	39.7%	25.6%	30.7%	0.1%	3.9%
GRACE-HOLLOGNE	38.7%	13.6%	43.9%	0.0%	3.7%
BLEGNY	55.9%	6.8%	27.9%	0.5%	9.0%
FLEMALLE	34.8%	22.5%	38.8%	0.2%	3.7%
NEUPRE	67.4%	4.1%	22.6%	0.3%	5.6%
TROOZ	52.6%	7.1%	35.5%	0.2%	4.6%
AR. VERVIERS	**41.0%**	**11.0%**	**36.7%**	**0.8%**	**10.4%**
AUBEL	41.9%	9.3%	20.3%	0.5%	28.0%
BAELEN	51.9%	6.7%	37.7%	0.2%	3.6%
DISON	30.5%	6.7%	56.4%	0.1%	6.2%
HERVE	53.6%	11.3%	30.8%	0.1%	4.2%
JALHAY	50.6%	12.6%	30.0%	0.2%	6.7%
LIERNEUX	37.9%	13.3%	41.4%	0.2%	7.3%
LIMBOURG	39.4%	10.0%	32.1%	1.4%	17.1%
MALMEDY	44.6%	14.3%	31.4%	0.7%	9.0%

OLNE	55.3%	9.3%	32.0%	0.4%	3.0%
PEPINSTER	47.6%	8.1%	35.9%	3.0%	5.4%
SPA	29.4%	12.3%	21.8%	2.2%	34.2%
STAVELOT	41.1%	16.0%	31.9%	0.2%	10.7%
STOUMONT	38.5%	16.2%	30.8%	1.8%	12.7%
THEUX	45.4%	8.9%	24.2%	0.1%	21.5%
VERVIERS	36.9%	9.5%	47.0%	0.1%	6.5%
WAIMES	40.5%	10.9%	31.3%	7.3%	10.0%
WELKENRAEDT	49.0%	11.8%	33.1%	0.1%	6.0%
TROIS-PONTS	28.1%	31.9%	23.6%	0.1%	16.3%
PLOMBIERES	45.4%	7.1%	42.2%	0.1%	5.1%
THIMISTER-CLERMONT	50.8%	12.5%	30.8%	2.6%	3.3%
AR. WAREMME	**52.6%**	**7.8%**	**34.1%**	**0.7%**	**4.9%**
BERLOZ	48.6%	5.9%	36.1%	2.7%	6.8%
BRAIVES	51.6%	3.3%	39.3%	0.2%	5.6%
CRISNEE	61.2%	6.5%	23.8%	0.6%	7.9%
DONCEEL	56.9%	3.3%	35.3%	0.9%	3.5%
FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER	54.2%	4.7%	36.2%	0.4%	4.6%
GEER	48.9%	13.2%	33.8%	0.9%	3.2%
HANNUT	59.2%	6.6%	28.9%	0.1%	5.2%
LINCENT	48.8%	3.7%	40.6%	2.8%	4.1%
OREYE	40.6%	20.3%	33.2%	2.2%	3.7%
REMICOURT	56.5%	3.9%	34.3%	0.4%	4.9%
SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE	43.3%	16.5%	35.3%	0.2%	4.8%
WAREMME	52.1%	8.9%	33.7%	0.9%	4.4%
WASSEIGES	42.9%	2.8%	46.6%	0.0%	7.8%
FAIMES	59.3%	3.2%	34.7%	0.4%	2.4%
AR. ARLON	**30.8%**	**9.1%**	**53.8%**	**0.6%**	**5.7%**
ARLON	34.1%	9.1%	50.9%	0.6%	5.3%
ATTERT	22.8%	7.5%	57.8%	0.3%	11.7%
AUBANGE	28.2%	10.3%	56.8%	0.3%	4.4%
MARTELANGE	24.3%	4.9%	60.0%	3.3%	7.5%
MESSANCY	29.6%	9.5%	55.9%	0.2%	4.7%
AR. BASTOGNE	**34.2%**	**10.1%**	**48.2%**	**1.1%**	**6.4%**
BASTOGNE	34.4%	8.1%	52.4%	0.1%	5.0%
BERTOGNE	32.6%	3.9%	60.3%	0.4%	2.8%
FAUVILLERS	27.4%	4.2%	59.5%	0.5%	8.5%
HOUFFALIZE	39.7%	17.6%	37.4%	0.5%	4.9%
VIELSALM	40.7%	15.4%	39.5%	0.1%	4.3%
VAUX-SUR-SURE	29.3%	10.8%	48.1%	6.9%	4.9%
GOUVY	30.0%	8.1%	44.9%	0.3%	16.8%
SAINTE-ODE	32.0%	6.6%	55.2%	0.4%	5.9%
AR. MARCHE	40.8%	12.7%	35.6%	1.6%	9.3%
DURBUY	48.7%	9.1%	35.6%	1.9%	4.7%
EREZEE	41.9%	9.4%	33.5%	1.1%	14.1%
HOTTON	39.6%	10.0%	39.9%	2.4%	8.0%
LA ROCHE-EN-ARDENNE	40.0%	21.4%	31.8%	0.3%	6.5%
MARCHE-EN-FAMENNE	42.7%	10.4%	37.2%	2.5%	7.2%
NASSOGNE	36.0%	11.3%	33.4%	0.5%	18.9%
RENDEUX	45.1%	13.2%	35.2%	0.2%	6.2%
TENNEVILLE	32.3%	12.6%	39.6%	0.5%	14.9%
MANHAY	25.5%	26.5%	31.6%	1.7%	14.8%

AR. NEUFCHATEAU	**32.1%**	**16.6%**	**35.2%**	**1.3%**	**14.8%**
BERTRIX	39.8%	17.1%	36.2%	1.0%	5.9%
BOUILLON	32.7%	18.7%	27.6%	1.5%	19.6%
DAVERDISSE	22.6%	24.9%	37.3%	3.8%	11.4%
HERBEUMONT	22.5%	14.9%	42.9%	2.6%	17.0%
LEGLISE	23.3%	6.7%	51.2%	1.7%	17.1%
LIBIN	31.0%	22.2%	25.9%	0.3%	20.7%
NEUFCHATEAU	33.9%	12.1%	47.9%	0.1%	6.0%
PALISEUL	32.0%	18.7%	39.6%	3.5%	6.3%
SAINT-HUBERT	32.1%	17.3%	30.1%	0.8%	19.8%
TELLIN	29.4%	12.2%	37.2%	1.9%	19.3%
WELLIN	33.2%	18.0%	37.1%	2.1%	9.5%
LIBRAMONT-CHEVIGNY	34.3%	17.7%	27.7%	0.7%	19.6%
AR. VIRTON	**26.5%**	**12.9%**	**45.3%**	**0.8%**	**14.5%**
CHINY	29.5%	11.5%	38.7%	0.3%	19.9%
ETALLE	23.9%	10.8%	44.5%	1.1%	19.7%
FLORENVILLE	36.8%	13.8%	39.8%	1.9%	7.7%
MEIX-DEVANT-VIRTON	29.2%	8.6%	43.9%	0.2%	18.1%
MUSSON	23.9%	4.4%	56.7%	0.3%	14.7%
SAINT-LEGER	23.0%	7.6%	54.0%	0.3%	15.1%
TINTIGNY	25.3%	10.5%	48.1%	0.2%	15.9%
VIRTON	27.5%	19.1%	38.5%	1.5%	13.4%
HABAY	26.8%	4.8%	52.5%	0.2%	15.6%
ROUVROY	12.9%	29.3%	51.0%	0.2%	6.7%
AR. DINANT	**40.7%**	**11.8%**	**36.5%**	**0.9%**	**10.2%**
ANHEE	49.6%	6.3%	40.1%	0.3%	3.7%
BEAURAING	37.6%	11.4%	38.3%	0.4%	12.3%
BIEVRE	22.1%	29.2%	29.2%	0.3%	19.1%
CINEY	49.2%	12.7%	32.3%	1.5%	4.3%
DINANT	43.8%	8.5%	39.2%	0.1%	8.4%
GEDINNE	23.3%	31.3%	23.5%	0.5%	21.5%
HAMOIS	51.1%	6.1%	36.9%	2.6%	3.3%
HAVELANGE	47.2%	5.2%	43.6%	0.2%	3.9%
HOUYET	42.4%	7.8%	41.4%	0.2%	8.3%
ONHAYE	41.8%	4.1%	50.9%	0.3%	2.9%
ROCHEFORT	35.0%	12.0%	32.5%	0.2%	20.2%
SOMME-LEUZE	47.4%	5.2%	42.2%	1.9%	3.3%
YVOIR	48.6%	7.5%	34.8%	2.5%	6.6%
HASTIERE	38.3%	5.8%	50.4%	1.3%	4.1%
VRESSE-SUR-SEMOIS	27.3%	21.4%	29.8%	0.8%	20.7%
AR. NAMUR	**49.8%**	**10.4%**	**33.4%**	**0.7%**	**5.8%**
ANDENNE	45.2%	12.3%	37.0%	0.1%	5.4%
ASSESSE	56.7%	7.4%	31.9%	0.8%	3.2%
EGHEZEE	62.0%	6.9%	27.4%	0.4%	3.3%
FLOREFFE	53.0%	10.2%	32.3%	0.6%	3.9%
FOSSES-LA-VILLE	51.2%	9.6%	34.6%	0.2%	4.4%
GESVES	51.9%	4.5%	30.1%	2.4%	11.1%
METTET	51.6%	5.7%	35.3%	1.2%	6.2%
NAMUR	46.4%	10.6%	35.5%	0.5%	7.1%
OHEY	52.9%	3.8%	38.1%	0.7%	4.5%
PROFONDEVILLE	64.0%	5.7%	24.3%	2.1%	3.8%
SOMBREFFE	56.5%	9.8%	31.1%	0.2%	2.5%

SAMBREVILLE	42.9%	9.9%	39.1%	2.2%	5.9%
FERNELMONT	58.2%	6.6%	31.3%	0.2%	3.7%
JEMEPPE-SUR-SAMBRE	41.2%	28.7%	25.6%	0.4%	4.0%
LA BRUYERE	63.4%	4.1%	26.6%	0.8%	5.2%
GEMBLOUX	62.2%	8.7%	25.9%	0.1%	3.1%
AR. PHILIPPEVILLE	**42.2%**	**10.2%**	**41.4%**	**0.6%**	**5.6%**
CERFONTAINE	39.1%	9.3%	43.2%	0.6%	7.8%
COUVIN	36.7%	12.5%	46.8%	0.1%	3.9%
DOISCHE	30.7%	12.3%	46.2%	0.2%	10.5%
FLORENNES	45.5%	8.3%	38.0%	1.8%	6.3%
PHILIPPEVILLE	39.0%	13.2%	41.6%	0.1%	6.0%
WALCOURT	56.0%	7.0%	31.5%	0.9%	4.6%
VIROINVAL	33.2%	10.6%	50.7%	0.3%	5.2%
TOTAL WALLONIE	**40.0%**	**11.2%**	**40.8%**	**2.1%**	**5.9%**

Source : BI 2017, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe IX : Détail des recettes ordinaires de transfert, BI 2017, exercice propre, communes wallonnes

Recettes ordinaires de transfert, BI 2017, exercice propre, communes wallonnes

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIÈGE	LUXEMBOURG	NAMUR	RÉGION
ROT	1 067	1 300	1 375	1 336	1 128	1 277
Taxes et redevances y compris compensations fiscales et I.P.P. luxembourgeois	791	671	740	740	697	714
Fonds des communes, dotation principale et complémentaire	133	397	344	394	257	333
Politique de l'emploi (APE, réduction groupes cibles) et autres interventions dans les frais de personnel	77	115	122	104	91	109
Remboursement par l'autorité supérieure des charges et remboursement d'emprunts	9	35	71	22	20	39
Contribution de l'autorité supérieure dans les frais de fonctionnement de l'enseignement	29	32	39	37	25	33
Autres ROT, subsides divers	28	52	60	38	36	49

Source : BI 2017, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Fiscalité des communes wallonnes, BI 2017, exercice propre

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIÈGE	LUXEMBOURG	NAMUR	RÉGION	MONTANTS ABSOLUS
Taxes et redevance (fonction 040)	790	663	731	633	689	699	2 465 392 795
Taxes et redevance élargi au 466-09 et 466-48	791	671	740	740	697	714	2 518 547 164
361 Taxes sur les prestations administratives	9	8	9	8	8	8	29 813 459
362 Taxes de remboursement	1	0	1	1	0	1	2 520 869
363 Taxes sur prestations d'hygiène publique	57	80	72	108	69	76	267 929 944
364 Taxes sur les entreprises industrielles	19	40	44	23	20	35	121 770 154
365 Taxes sur les spectacles	4	1	2	1	2	2	6 426 837
366 Taxes et redevances sur l'occupation du domaine public	9	7	12	8	15	10	34 557 544

367 Taxes sur le patrimoine	12	9	8	26	12	11	39 191 099
368 Autres taxes	0	0	0	0	0	0	381 162
371 Taxe additionnelle au précompte immobilier	316	232	280	258	248	260	916 309 840
465-48 Compensation Pr.I. plan Marshall et Natura 2000 et taxe carrière (fonction 040)	6	19	13	8	8	14	47 600 509
466-09 Compensation forfaitarisation Pr.I. et mainmorte (fonction 025)	2	8	7	8	7	7	24 320 941
466-48 Compensation I.P.P. Luxembourg (fonction (000))	-	0	1	99	-	8	28 257 028
372 Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques	342	253	279	179	296	271	955 847 325
373 Taxes additionnelles sur les automobiles	14	12	12	14	13	12	43 302 559
374-377 Autres taxes additionnelles	-	0	0	0	0	0	317 896
Dont Taxe additionnelle aux taxes environnementales et aux autres taxes	-	0	0	0	0	0	317 851
	791	671	739	641	697	706	2 490 290 136
	784	644	719	625	682	686	2 418 368 686

Source : BI 2017, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe X : Calcul d'un critère socio-économique pour les communes wallonnes

Le potentiel fiscal est estimé sur la base de l'impôt Etat (données par commune publiées par Statbel) auquel nous ajoutons un impôt fictif « travailleurs luxembourgeois ». Cet impôt fictif s'obtient en divisant la compensation I.P.P. Luxembourg reçue par chaque commune en 2016 par le taux d'additionnel à l'I.P.P. en vigueur.

Le potentiel s'obtient alors en prenant 1% de la somme obtenue et en la divisant par le nombre d'habitants de la commune.

Nous avons alors classé les communes, par tranche de 20%, suivant l'écart du potentiel ainsi calculé par rapport à la moyenne régionale.

Population par indicateur socio-économique

Classe	1	2	3	4	5
Écart à la moyenne	<-20%	-20% à 0%	0% à 20%	20% à 40%	> 40%
Population concernée	867 586	1 219 812	607 594	453 662	376 917
Nombre de communes	36	82	56	50	29

Source : SPF finances, calculs propres

Calcul de l'indicateur socio-économique par commune wallonne

INS	Commune	I.P.P. - Exe imposition 2015 - Statbel (euros)	Compens Lux 2016	Taux I.P.P. 2015	Population 01/01/2015	I.P.P. - Exe imposition 2015- Statbel + compensation lux. (euros)	Rendement 1% / pop
25005	BEAUVECHAIN	37 591 867	0	6	7 023	37 591 867	54
25014	BRAINE-L'ALLEUD	199 890 311	0	6	39 756	199 890 311	50
25015	BRAINE-LE-CHATEAU	50 697 194	0	8	10 137	50 697 194	50
25018	CHAUMONT-GISTOUX	67 962 820	0	8	11 716	67 962 820	58
25023	COURT-SAINT-ETIENNE	48 585 338	0	8	10 252	48 585 338	47
25031	GENAPPE	76 402 127	0	7	15 316	76 402 127	50
25037	GREZ-DOICEAU	71 223 344	0	6	13 033	71 223 344	55
25043	INCOURT	24 972 415	0	7	5 215	24 972 415	48
25044	ITTRE	31 786 401	0	7	6 687	31 786 401	48
25048	JODOIGNE	60 867 362	0	8	13 728	60 867 362	44
25050	LA HULPE	44 364 985	0	6	7 404	44 364 985	60
25068	MONT-SAINT-GUIBERT	38 538 394	0	8	7 319	38 538 394	53
25072	NIVELLES	130 785 903	0	7	27 692	130 785 903	47
25084	PERWEZ	42 176 806	0	8	8 829	42 176 806	48
25091	RIXENSART	122 974 664	0	7	21 956	122 974 664	56
25105	TUBIZE	84 341 816	0	8	25 156	84 341 816	34
25107	VILLERS-LA-VILLE	51 097 664	0	8	10 395	51 097 664	49
25110	WATERLOO	161 553 463	0	6	29 568	161 553 463	55
25112	WAVRE	163 953 565	0	6	33 604	163 953 565	49
25117	CHASTRE	36 998 504	0	8	7 411	36 998 504	50
25118	HELECINE	13 911 254	0	8	3 329	13 911 254	42
25119	LASNE	94 253 577	0	6	14 195	94 253 577	66
25120	ORP-JAUCHE	38 609 909	0	8	8 707	38 609 909	44
25121	OTTIGNIES - LOUVAIN-LA-NEUVE	148 147 049	0	7	31 261	148 147 049	47
25122	RAMILLIES	27 669 950	0	8	6 216	27 669 950	45
25123	REBECQ	43 475 848	0	9	10 897	43 475 848	40
25124	WALHAIN	37 419 506	0	9	6 898	37 419 506	54
51004	ATH	109 075 816	0	9	28 755	109 075 816	38
51008	BELOEIL	44 411 829	0	9	13 989	44 411 829	32
51009	BERNISSART	34 911 393	0	9	11 880	34 911 393	29
51012	BRUGELETTE	12 604 076	0	9	3 631	12 604 076	35
51014	CHIEVRES	24 511 471	0	9	6 870	24 511 471	36
51017	ELLEZELLES	22 291 965	0	8	5 925	22 291 965	38
51019	FLOBECQ	13 565 485	0	8	3 459	13 565 485	39
51065	FRASNES-LEZ-ANVAING	41 462 213	0	7	11 658	41 462 213	36
52010	CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT	40 159 300	0	9	14 726	40 159 300	27
52011	CHARLEROI	443 086 560	0	9	202 480	443 086 560	22
52012	CHATELET	80 625 127	0	8	36 439	80 625 127	22
52015	COURCELLES	86 154 117	0	9	30 960	86 154 117	28
52018	FARCIENNES	18 830 595	0	9	11 285	18 830 595	17
52021	FLEURUS	67 558 441	0	8	22 859	67 558 441	30
52022	FONTAINE-L'EVEQUE	49 832 838	0	9	17 699	49 832 838	28
52025	GERPINNES	59 419 039	0	8	12 352	59 419 039	48

52043	MANAGE	59 388 602	0	8	22 869	59 388 602	26
52048	MONTIGNY-LE-TILLEUL	47 446 476	0	8	10 042	47 446 476	47
52055	PONT-A-CELLES	70 992 292	0	8	17 113	70 992 292	41
52063	SENEFFE	47 714 981	0	8	10 955	47 714 981	44
52074	AISEAU-PRESLES	31 791 529	0	9	10 811	31 791 529	29
52075	LES BONS VILLERS	42 980 673	0	8	9 264	42 980 673	46
53014	BOUSSU	44 584 021	0	9	19 846	44 584 021	22
53020	DOUR	43 295 213	0	8	16 866	43 295 213	26
53028	FRAMERIES	59 108 696	0	9	21 734	59 108 696	27
53039	HENSIES	18 684 218	0	9	6 856	18 684 218	27
53044	JURBISE	49 301 902	0	9	10 435	49 301 902	47
53046	LENS	16 396 681	0	8	4 370	16 396 681	38
53053	MONS	308 854 053	0	8	95 231	308 854 053	32
53065	QUAREGNON	41 273 487	0	9	18 989	41 273 487	22
53068	QUIEVRAIN	16 881 966	0	9	6 687	16 881 966	25
53070	SAINT-GHISLAIN	76 825 007	0	8	22 907	76 825 007	34
53082	COLFONTAINE	41 985 239	0	9	20 659	41 985 239	20
53083	HONNELLES	19 215 613	0	8	5 182	19 215 613	37
53084	QUEVY	32 428 426	0	9	8 042	32 428 426	40
54007	MOUSCRON	135 672 294	0	9	57 068	135 672 294	24
54010	COMINES-WARNETON	38 021 126	0	8	18 132	38 021 126	21
55004	BRAINE-LE-COMTE	84 582 200	0	8	21 442	84 582 200	39
55010	ENGHIEN	57 880 881	0	9	13 454	57 880 881	43
55022	LA LOUVIÈRE	201 686 371	0	9	80 375	201 686 371	25
55023	LESSINES	58 824 098	0	9	18 564	58 824 098	32
55035	LE ROEULX	33 928 321	0	9	8 454	33 928 321	40
55039	SILLY	39 172 567	0	7	8 291	39 172 567	47
55040	SOIGNIES	98 469 543	0	8	26 998	98 469 543	36
55050	ECAUSSINNES	39 586 173	0	6	10 811	39 586 173	37
56001	ANDERLUES	31 348 717	0	9	11 944	31 348 717	26
56005	BEAUMONT	22 193 453	0	9	7 064	22 193 453	31
56011	BINCHE	95 825 442	0	8	33 297	95 825 442	29
56016	CHIMAY	26 082 402	0	8	9 856	26 082 402	26
56022	ERQUELINNES	25 058 685	0	9	9 848	25 058 685	25
56029	FROIDCHAPELLE	10 407 253	0	8	3 976	10 407 253	26
56044	LOBBES	23 182 499	0	8	5 755	23 182 499	40
56049	MERBES-LE-CHATEAU	12 939 442	0	9	4 278	12 939 442	30
56051	MOMIGNIES	11 761 242	0	9	5 329	11 761 242	22
56078	THUIN	58 109 044	0	9	14 539	58 109 044	40
56085	ESTINNES	27 489 340	0	9	7 687	27 489 340	36
56086	HAM-SUR-HEURE-NALINNES	69 285 182	0	8	13 658	69 285 182	51
56087	MORLANWELZ	53 397 033	0	8	19 044	53 397 033	28
56088	SIVRY-RANCE	14 688 137	0	9	4 840	14 688 137	30
57003	ANTOING	22 107 284	0	7	7 766	22 107 284	28
57018	CELLES	19 147 137	0	9	5 555	19 147 137	34
57027	ESTAIMPUIS	28 437 965	0	9	10 228	28 437 965	28
57062	PECQ	17 021 464	0	9	5 588	17 021 464	30
57064	PERUWELZ	47 900 991	0	9	17 354	47 900 991	28
57072	RUMES	15 814 811	0	9	5 145	15 814 811	31
57081	TOURNAI	226 600 100	0	9	69 756	226 600 100	32
57093	BRUNEHAUT	24 447 790	0	8	8 096	24 447 790	30
57094	LEUZE-EN-HAINAUT	45 780 287	0	9	13 625	45 780 287	34
57095	MONT-DE-L'ENCLUS	13 154 833	0	9	3 718	13 154 833	35

61003	AMAY	46 369 025	0	9	14 103	46 369 025	33
61010	BURDINNE	14 575 151	0	8	3 116	14 575 151	47
61012	CLAVIER	19 087 085	0	9	4 510	19 087 085	42
61019	FERRIERES	18 654 151	0	8	4 842	18 654 151	39
61024	HAMOIR	12 947 213	0	9	3 890	12 947 213	33
61028	HERON	22 099 673	0	8	5 145	22 099 673	43
61031	HUY	71 040 487	0	8	21 270	71 040 487	33
61039	MARCHIN	21 465 312	0	9	5 383	21 465 312	40
61041	MODAVE	18 741 952	0	8	4 196	18 741 952	45
61043	NANDRIN	33 432 322	0	9	5 815	33 432 322	57
61048	OUFFET	10 296 142	0	8	2 758	10 296 142	37
61063	VERLAINE	18 917 170	0	8	4 074	18 917 170	46
61068	VILLERS-LE-BOUILLET	27 919 574	0	8	6 461	27 919 574	43
61072	WANZE	55 100 359	0	8	13 537	55 100 359	41
61079	ANTHISNES	19 469 866	0	9	4 107	19 469 866	47
61080	ENGIS	17 472 308	0	8	5 982	17 472 308	29
61081	TINLOT	12 338 268	0	8	2 650	12 338 268	47
62003	ANS	90 975 876	0	9	28 263	90 975 876	32
62006	AWANS	38 720 189	0	9	9 201	38 720 189	42
62009	AYWAILLE	42 491 574	0	9	11 988	42 491 574	35
62011	BASSENGE	32 059 355	0	8	8 986	32 059 355	36
62015	BEYNE-HEUSAY	37 170 011	0	9	12 051	37 170 011	31
62022	CHAUDFONTAINE	113 426 009	0	8	21 001	113 426 009	54
62026	COMBLAIN-AU-PONT	17 371 782	0	9	5 325	17 371 782	33
62027	DALHEM	30 962 723	0	8	7 225	30 962 723	43
62032	ESNEUX	65 850 589	0	9	13 094	65 850 589	50
62038	FLERON	53 851 656	0	9	16 485	53 851 656	33
62051	HERSTAL	97 167 058	0	9	39 365	97 167 058	25
62060	JUPRELLE	39 091 927	0	8	9 217	39 091 927	42
62063	LIEGE	563 896 228	0	8	195 968	563 896 228	29
62079	OUPEYE	83 856 270	0	8	24 659	83 856 270	34
62093	SAINT-NICOLAS	52 477 508	0	9	23 969	52 477 508	22
62096	SERAING	154 940 036	0	9	63 972	154 940 036	24
62099	SOUMAGNE	61 385 154	0	9	16 622	61 385 154	37
62100	SPRIMONT	66 731 786	0	9	14 402	66 731 786	46
62108	VISE	58 816 296	0	9	17 572	58 816 296	33
62118	GRACE-HOLLOGNE	61 213 680	0	8	22 077	61 213 680	28
62119	BLEGNY	56 033 729	0	8	13 218	56 033 729	42
62120	FLEMALLE	78 124 268	0	8	26 061	78 124 268	30
62121	NEUPRE	57 721 356	0	9	9 968	57 721 356	58
62122	TROOZ	30 814 109	0	9	8 198	30 814 109	38
63003	AUBEL	16 243 731	0	8	4 216	16 243 731	39
63004	BAELEN	16 204 011	0	8	4 351	16 204 011	37
63020	DISON	30 726 683	0	8	15 181	30 726 683	20
63035	HERVE	69 257 190	0	8	17 371	69 257 190	40
63038	JALHAY	37 562 721	0	6	8 497	37 562 721	44
63045	LIERNEUX	11 515 947	70 361	8	3 569	12 454 096	35
63046	LIMBOURG	18 990 924	0	8	5 858	18 990 924	32
63049	MALMEDY	39 066 470	242 883	8	12 384	42 304 912	34
63057	OLNE	20 094 995	0	8	3 897	20 094 995	52
63058	PEPINSTER	31 472 598	0	9	9 771	31 472 598	32
63072	SPA	34 711 597	0	8	10 489	34 711 597	33
63073	STAVELOT	22 665 094	108 636	9	7 116	23 943 161	34

63075	STOUMONT	12 033 131	0	8	3 109	12 033 131	39
63076	THEUX	51 207 432	0	7	12 134	51 207 432	42
63079	VERVIERS	140 930 634	0	9	55 356	140 930 634	25
63080	WAIMES	21 164 660	128 526	8	7 410	22 878 337	31
63084	WELKENRAEDT	33 631 773	0	8	9 812	33 631 773	34
63086	TROIS-PONTS	8 184 301	0	6	2 531	8 184 301	32
63088	PLOMBIERES	25 779 401	0	7	10 158	25 779 401	25
63089	THIMISTER-CLERMONT	23 776 944	0	8	5 676	23 776 944	42
64008	BERLOZ	13 027 923	0	9	3 025	13 027 923	43
64015	BRAIVES	26 553 298	0	8	6 148	26 553 298	43
64021	CRISNEE	14 726 555	0	8	3 215	14 726 555	46
64023	DONCEEL	14 947 434	0	8	3 026	14 947 434	49
64025	FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER	14 545 794	0	9	3 250	14 545 794	45
64029	GEER	15 840 496	0	8	3 323	15 840 496	48
64034	HANNUT	68 491 374	0	9	15 840	68 491 374	43
64047	LINCENT	14 151 905	0	8	3 268	14 151 905	43
64056	OREYE	15 392 112	0	6	3 794	15 392 112	41
64063	REMICOURT	26 173 264	0	8	5 861	26 173 264	45
64065	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE	23 367 161	0	8	6 598	23 367 161	35
64074	WAREMME	60 265 710	0	9	14 786	60 265 710	41
64075	WASSEIGES	11 167 667	0	9	2 833	11 167 667	39
64076	FAIMES	19 252 717	0	9	3 884	19 252 717	50
81001	ARLON	57 123 488	7 060 118	7	29 016	157 982 319	54
81003	ATTERT	9 495 015	1 826 649	7	5 370	35 590 004	66
81004	AUBANGE	18 179 046	2 845 756	7	16 427	58 832 697	36
81013	MARTELANGE	2 683 604	311 930	7	1 770	7 139 747	40
81015	MESSANCY	10 713 031	2 378 951	7	8 073	44 698 041	55
82003	BASTOGNE	30 591 155	1 621 704	8	15 405	52 213 877	34
82005	BERTOGNE	7 638 215	241 581	6	3 431	11 664 568	34
82009	FAUVILLERS	4 113 209	290 493	6	2 209	8 954 757	41
82014	HOUFFALIZE	13 045 524	244 643	7	5 176	16 540 425	32
82032	VIELSALM	20 010 859	234 519	9	7 657	22 675 853	30
82036	VAUX-SUR-SURE	11 487 023	506 287	7	5 439	18 719 692	34
82037	GOUVY	10 066 726	374 126	8	5 074	14 743 297	29
82038	SAINTE-ODE	5 703 731	155 086	9	2 466	7 466 068	30
83012	DURBUY	32 969 906	0	8	11 432	32 969 906	29
83013	EREZEE	9 847 111	0	8	3 251	9 847 111	30
83028	HOTTON	15 139 730	0	9	5 436	15 139 730	28
83031	LA ROCHE-EN-ARDENNE	10 294 801	86 593	8	4 166	11 377 219	27
83034	MARCHE-EN-FAMENNE	55 517 094	0	8	17 449	55 517 094	32
83040	NASSOGNE	16 987 728	74 816	8	5 410	17 922 934	33
83044	RENDEUX	7 504 111	0	8	2 535	7 504 111	30
83049	TENNEVILLE	8 479 600	86 050	7	2 804	9 708 885	35
83055	MANHAY	10 967 486	59 549	7	3 374	11 883 631	35
84009	BERTRIX	23 056 978	270 075	8	8 605	26 432 921	31
84010	BOUILLON	14 394 785	0	8	5 437	14 394 785	26
84016	DAVERDISSE	3 749 042	0	6	1 453	3 749 042	26
84029	HERBEUMONT	4 147 340	59 397	7	1 588	4 995 872	31
84033	LEGLISE	10 134 298	627 845	6	5 118	20 598 375	40
84035	LIBIN	16 084 709	163 083	7	5 063	18 318 728	36
84043	NEUFCHATEAU	18 513 226	651 724	8	7 466	26 977 170	36
84050	PALISEUL	13 952 219	110 341	7	5 316	15 528 525	29
84059	SAINT-HUBERT	16 388 632	98 549	8	5 625	17 702 618	31

84068	TELLIN	7 707 923	37 724	8	2 465	8 179 472	33
84075	WELLIN	9 104 235	33 782	8	3 031	9 554 658	32
84077	LIBRAMONT-CHEVIGNY	34 402 876	584 335	8	10 932	42 194 003	39
85007	CHINY	12 646 572	419 212	8	5 200	17 886 725	34
85009	ETALLE	11 880 494	1 044 062	6	5 695	29 281 527	51
85011	FLORENVILLE	13 773 885	270 344	8	5 566	17 153 189	31
85024	MEIX-DEVANT-VIRTON	7 244 736	216 065	8	2 744	9 945 553	36
85026	MUSSON	6 989 133	772 016	7	4 504	18 017 938	40
85034	SAINT-LEGER	6 338 662	629 508	6	3 525	16 830 470	48
85039	TINTIGNY	9 339 347	388 036	6	4 197	15 806 610	38
85045	VIRTON	27 439 363	986 346	8	11 456	40 590 637	35
85046	HABAY	16 172 076	1 822 434	7	8 298	41 136 924	50
85047	ROUVROY	4 941 734	122 096	6	2 094	6 976 659	33
91005	ANHEE	23 354 248	0	8	7 078	23 354 248	33
91013	BEAURAING	25 380 175	0	8	8 896	25 380 175	29
91015	BIEVRE	8 636 864	0	6	3 215	8 636 864	27
91030	CINEY	55 848 647	0	8	16 154	55 848 647	35
91034	DINANT	40 589 926	0	9	13 555	40 589 926	30
91054	GEDINNE	12 570 117	0	6	4 490	12 570 117	28
91059	HAMOIS	27 783 212	0	8	7 235	27 783 212	38
91064	HAVELANGE	17 013 122	0	9	5 071	17 013 122	34
91072	HOUYET	15 256 990	0	8	4 724	15 256 990	32
91103	ONHAYE	10 741 816	0	8	3 153	10 741 816	34
91114	ROCHEFORT	38 483 813	0	9	12 512	38 483 813	31
91120	SOMME-LEUZE	16 777 214	0	8	5 283	16 777 214	32
91141	YVOIR	37 877 827	0	8	9 031	37 877 827	42
91142	HASTIERE	13 652 202	0	8	5 875	13 652 202	23
91143	VRESSE-SUR-SEMOIS	6 477 837	0	6	2 669	6 477 837	24
92003	ANDENNE	84 277 034	0	8	26 068	84 277 034	32
92006	ASSESSE	32 033 828	0	9	6 909	32 033 828	46
92035	EGHEZEE	72 234 422	0	8	15 771	72 234 422	46
92045	FLOREFFE	33 338 254	0	8	7 978	33 338 254	42
92048	FOSSES-LA-VILLE	37 442 818	0	8	10 340	37 442 818	36
92054	GESVES	31 285 138	0	8	7 088	31 285 138	44
92087	METTET	48 205 967	0	8	12 878	48 205 967	37
92094	NAMUR	437 825 101	0	9	110 646	437 825 101	40
92097	OHEY	18 035 197	0	8	4 974	18 035 197	36
92101	PROFONDEVILLE	52 842 209	0	8	12 044	52 842 209	44
92114	SOMBREFFE	34 288 785	0	8	8 318	34 288 785	41
92137	SAMBREVILLE	84 974 895	0	8	27 907	84 974 895	30
92138	FERNELMONT	35 370 130	0	8	7 689	35 370 130	46
92140	JEMEPPE-SUR-SAMBRE	66 741 370	0	6	18 817	66 741 370	35
92141	LA BRUYERE	46 827 982	0	8	9 076	46 827 982	52
92142	GEMBLOUX	117 740 562	0	8	25 181	117 740 562	47
93010	CERFONTAINE	15 682 815	0	6	4 889	15 682 815	32
93014	COUVIN	35 361 252	0	9	13 939	35 361 252	25
93018	DOISCHE	7 786 880	0	9	2 921	7 786 880	27
93022	FLORENNES	37 109 679	0	9	11 267	37 109 679	33
93056	PHILIPPEVILLE	27 674 521	0	8	9 216	27 674 521	30
93088	WALCOURT	70 184 034	0	8	18 477	70 184 034	38
93090	VIROINVAL	14 448 047	0	9	5 811	14 448 047	25
	TOTAL WALLONIE	11 775 219 745	28 256 232		3 513 416	12 176 771 988	35

Source : BI 2017, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe XI : Recettes ordinaires de prestation BI 2017, communes wallonnes, par groupe fonctionnel, euro par habitant

GROUPE	LIBELLÉ	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIÈGE	LUXEMBOURG	NAMUR	RÉGION
ROT		86	76	97	264	94	101
9	Recettes & dépenses générales	9	12	12	4	4	10
19	Dette générale	-	-	0	-	-	0
29	Fonds	-	-	-	-	-	-
49	Impôts et Redevances	0	0	0	0	0	0
59	Assurances	1	1	0	0	0	0
69	Prélèvements	-	-	-	-	-	-
123	Administration générale	6	5	6	5	4	5
129	Patrimoine privé	4	5	13	13	9	9
139	Services généraux	4	2	1	2	2	2
123-139	Administration générale	14	12	20	19	14	15
149	Calamités	-	-	-	-	0	0
159	Relations avec l'étranger	-	-	-	-	-	-
169	Aide aux pays en voie de développement	-	-	0	-	-	0
399	Justice - Police	0	0	1	0	0	0
369	Pompiers	0	3	1	1	1	1
499	Communication - Voirie - Cours D'eau	4	2	1	2	1	2
599	Commerce - Industrie	16	17	18	18	18	17
699	Agriculture	0	2	8	118	28	16
729	Enseignement gardien et primaire	11	4	4	7	3	5
739	Enseignement secondaire, artistique et technique	1	1	0	1	1	1
749	Enseignement supérieur	-	0	1	-	-	0
759	Enseignement pour handicapés	-	0	0	-	-	0
729-759	Enseignement	12	5	5	8	3	6
767	Bibliothèques publiques	0	0	0	0	1	0
789	Education Populaire et Arts	6	7	7	11	8	7
767-789	Culture, Loisirs, Sports	6	7	7	12	8	8
799	Cultes	0	0	0	0	0	0
839	Sécurité et Assistance sociale	3	1	3	3	1	2
849	Aide sociale et familiale	5	4	5	5	0	4
859	Emploi	0	0	0	1	0	0
872	Institutions de soins	0	0	0	0	0	0
874	Alimentation - Eau	3	1	7	69	11	10
876	Désinfection, Nettoyage, Immondices	0	3	5	1	1	3
877	Eaux usées	0	0	0	0	0	0
879	Cimetières-Protection environnement	3	3	3	1	2	3
939	Logement - Urbanisme	7	3	2	2	2	3

Source : BI 2017, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe XII : Dépenses ordinaires, BI 2017, communes wallonnes, euros

	2014	2015	2016	2017	17/16	moyenne 14-17
Total DOP	1 956 000 766	1 987 844 885	1 939 296 778	1 980 789 273	2.1%	0.4%
Total DOF	796 374 454	780 162 784	793 187 842	810 375 097	2.2%	0.6%
Total DOT	1 337 458 900	1 463 391 830	1 522 180 312	1 548 786 291	1.7%	5.0%
Total DOD	592 037 748	594 009 720	605 407 451	603 634 989	-0.3%	0.6%
Provisions	10 506 846	9 012 859	39 642 496	21 397 907	-46.0%	26.8%
Dépenses ordinaires ex. propre	**4 692 378 714**	**4 834 422 078**	**4 899 714 879**	**4 964 983 557**	**1.3%**	**1.9%**
Exercices antérieurs	55 551 623	64 541 294	114 360 031	75 729 664	-33.8%	10.9%
Prélèvements	94 200 868	106 934 267	101 407 390	102 031 635	0.6%	2.7%
Dépenses ordinaires ex. global	**4 842 131 206**	**5 005 897 639**	**5 115 482 299**	**5 142 744 855**	**0.5%**	**2.0%**

Source : BI 2017, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe XIII : Dépenses ordinaires par groupe fonctionnel, BI 2017, exercice propre, communes wallonnes, euros par habitant

GROUPE	LIBELLÉ	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIÈGE	LUXEMBOURG	NAMUR	RÉGION
9	Recettes & dépenses générales	6	28	88	7	17	40
19	Dette générale	-	3	0	0	-	1
29	Fonds	0	-	0	-	-	0
49	Impôts et Redevances	2	5	12	4	1	6
59	Assurances	8	10	11	12	8	10
69	Prélèvements	53	16	26	64	31	29
123	Administration générale	198	244	253	274	252	246
129	Patrimoine privé	19	23	21	71	51	29
139	Services généraux	37	67	84	18	38	60
123-139	Administration générale	254	334	358	362	340	335
149	Calamités	0	0	0	-	0	0
159	Relations avec l'étranger	0	0	0	0	0	0
169	Aide aux pays en voie de développement	1	0	0	2	0	1
399	Justice - Police	127	158	160	81	113	143
369	Pompiers	45	66	66	57	58	62
499	Communication - Voirie - Cours D'eau	210	183	161	257	193	188
599	Commerce - Industrie	11	18	24	32	20	20
699	Agriculture	1	2	3	42	5	6
729	Enseignement gardien et primaire	93	85	107	116	67	93
739	Enseignement secondaire, artistique et technique	10	10	7	10	6	9
749	Enseignement supérieur	-	0	2	0	-	1
759	Enseignement pour handicapés	0	2	3	0	0	1
729-759	Enseignement	103	97	119	126	73	103
767	Bibliothèques publiques	10	15	18	16	13	15
789	Education Populaire et Arts	87	126	108	135	91	112
767-789	Culture, Loisirs, Sports	97	141	126	150	104	127
799	Cultes	8	13	6	20	17	12
839	Sécurité et Assistance sociale	149	168	158	141	132	157
849	Aide sociale et familiale	36	45	51	36	25	42
859	Emploi	0	1	1	2	0	1
872	Institutions de soins	1	4	12	11	2	6
874	Alimentation - Eau	2	2	6	70	9	9
876	Désinfection, Nettoyage, Immondices	60	93	96	110	70	89
877	Eaux usées	14	5	10	7	6	8
879	Cimetières-Protection environnement	14	20	21	20	17	19
939	Logement - Urbanisme	23	22	30	25	15	24

Source : BI 2017, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe XIV : Coût net des différentes fonctions, service ordinaire, exercice propre, BI 2017, euros par habitant (Coûts = Do-Ro)

GROUPE	LIBELLÉ	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIÈGE	LUXEMBOURG	NAMUR	RÉGION
9	Recettes & dépenses générales	-13	-13	-5	-105	-2	-17
19	Dette générale	-0	-0	0	0	-	0
29	Fonds	-134	-405	-352	-402	-267	-340
49	Impôts et Redevances	-788	-661	-719	-631	-688	-695
59	Assurances	5	7	8	9	7	7
69	Prélèvements	47	14	-2	61	29	19
123	Administration générale	174	205	204	242	215	206
129	Patrimoine privé	12	15	5	51	36	18
139	Services généraux	25	48	49	13	31	41
123-139	Administration générale	212	268	259	305	282	264
149	Calamités	0	0	0	-	0	0
159	Relations avec l'étranger	0	0	0	0	0	0
169	Aide aux pays en voie de développement	0	0	0	0	0	0
399	Justice - Police	126	150	152	79	112	137
369	Pompiers	39	54	56	55	55	53
499	Communication - Voirie - Cours D'eau	182	155	141	227	164	162
599	Commerce - Industrie	-41	-33	-22	-5	-18	-27
699	Agriculture	0	-1	-5	-81	-23	-11
729	Enseignement gardien et primaire	51	42	63	62	33	49
739	Enseignement secondaire, artistique et technique	7	5	1	5	3	4
749	Enseignement supérieur	-	0	0	0	-	0
759	Enseignement pour handicapés	0	0	0	0	-1	0
729-759	Enseignement	58	47	65	68	36	54
767	Bibliothèques publiques	7	10	12	13	8	11
789	Education Populaire et Arts	72	102	87	98	72	90
767-789	Culture, Loisirs, Sports	79	112	99	110	80	100
799	Cultes	8	13	6	20	17	11
839	Sécurité et Assistance sociale	139	157	139	126	122	144
849	Aide sociale et familiale	17	16	19	16	12	16
859	Emploi	0	0	0	1	0	1
872	Institutions de soins	1	3	9	10	1	5
874	Alimentation - Eau	-2	1	-3	-2	-2	-1
876	Désinfection, Nettoyage, Immondices	58	86	85	107	67	82
877	Eaux usées	13	5	9	7	5	7
879	Cimetières-Protection environnement	9	14	15	15	11	13
939	Logement - Urbanisme	11	14	23	17	4	15
Total		27	3	-21	8	7	1
Total hors 69	(pas ex. propre)						
		-21	-12	-20	-53	-22	-18

Source : BI 2017, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe XV : Dépenses ordinaires, exercice propre, BI 2017 selon différents regroupement de communes

Dépenses ordinaires, exercice propre, BI 2017, communes wallonnes, regroupement par taille des communes, euros par habitant

	<10000 hab.	entre 10000 et 25000 hab.	entre 25000 et 50 000 hab.	plus de 50000 hab.
Dépenses ordinaires	1 254	1 236	1 261	1 844
09-169 (sauf 69) Fonctionnement général	325	305	306	616
369 Pompiers	50	51	47	95
399 Justice-Police	82	111	136	242
499 Communication Voirie Cours d'eau	246	201	188	116
599-699 Economie	37	22	14	27
729-759 Enseignement	107	99	94	110
767-799 Culture, loisirs, cultes	104	124	136	189
839-859 Politiques sociales et emploi	161	185	198	249
872-879 Hygiène Environnement Santé publique	125	118	112	164
939 Logement urbanisme	15	19	28	35
Population concernée	804 341	1 241 306	548 535	931 389
Nombre de communes	144	82	18	9

Source : BI 2017, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Dépenses ordinaires, exercice propre, BI 2017, communes wallonnes, regroupement par indicateur socio-économique, euros par habitant

	<-20%	-20% à 0%	0% à 20%	20% à 40%
Dépenses ordinaires	1 506	1 542	1 283	1 154
09-169 (sauf 69) Fonctionnement général	419	460	352	295
369 Pompiers	69	67	61	45
399 Justice-Police	186	151	111	100
499 Communication Voirie Cours d'eau	151	188	198	225
599-699 Economie	26	32	29	15
729-759 Enseignement	106	106	83	107
767-799 Culture, loisirs, cultes	144	160	134	104
839-859 Politiques sociales et emploi	232	210	172	153
872-879 Hygiène Environnement Santé publique	141	146	126	92
939 Logement urbanisme	33	23	19	18
Population concernée	867 586	1 219 812	607 594	453 662
Nombre de communes	36	82	56	50

Source : BI 2017, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe XVI : Service extraordinaire, BI 2017, communes wallonnes, euros

	2014	2015	2016	2017	17/16	moyenne 14-17
RET	521 012 168	489 645 272	612 921 375	612 064 258	-0.1%	5.5%
REI	73 699 463	57 859 236	56 394 298	71 537 123	26.9%	-1.0%
RED	596 638 143	655 776 851	773 945 111	766 433 771	-1.0%	8.7%
Rapatriement de provisions	6 983	-	-	-		
DET	31 111 466	35 131 567	37 493 696	43 404 501	15.8%	11.7%
DEI	1 278 555 507	1 352 613 725	1 664 359 343	1 571 282 974	-5.6%	7.1%
DED	37 213 866	38 163 268	32 746 805	36 358 644	11.0%	-0.8%
Constitution de provision	8 400 001	23 126 217	19 757 614	12 364 207	-37.4%	13.8%
Total Recettes extraordinaires propres	1 191 356 757	1 203 281 358	1 443 260 785	1 450 035 152	0.5%	6.8%
Total dépenses extraordinaires propres	1 355 280 840	1 449 034 777	1 754 357 458	1 663 410 326	-5.2%	7.1%
Résultat extraordinaire propre	-163 924 083	-245 753 419	-311 096 673	-213 375 173		
Recettes extraordinaires exercices antérieurs	241 094 618	265 661 523	259 690 889	232 567 109	-10.4%	-1.2%
Dépenses extraordinaires exercices antérieurs	91 299 720	65 930 857	95 493 902	92 141 249	-3.5%	0.3%
Résultat extraordinaires exercices antérieurs	149 794 898	199 730 666	164 196 987	140 425 860		
06 - Prélèvements recettes	264 318 187	329 176 166	394 568 430	353 376 223	-10.4%	10.2%
06- Prélèvements dépenses	89 743 770	152 236 720	95 813 532	156 085 390	62.9%	20.3%
Recettes extraordinaires globales	1 696 769 562	1 798 119 047	2 097 520 104	2 035 978 485	-2.9%	6.3%
Dépenses extraordinaires globales	1 536 324 329	1 667 202 354	1 945 664 892	1 911 636 965	-1.7%	7.6%
Résultat extraordinaire globale	160 445 232	130 916 693	151 855 212	124 341 520		

Source : BI 2017, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe XVII : Soldes des communes wallonnes, budgets initiaux, euros

	2014	2015	2016	2017
Solde ex. propre	32 347 946	56 191 869	139 138 983	65 202 682
Solde ex. global	344 066 835	356 419 482	301 597 096	296 758 394

Source : BI 2014 à 2017, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe XVIII : Soldes des communes wallonnes, budgets initiaux et comptes 2015, euros

Solde ex. propre, service ordinaire (euros), année 2015

	BI 2015	Solde comptable	Solde budgétaire
BW	8 542 859	-1 008 168	-8 832 735
HAINAUT	14 288 550	43 196 232	-34 716 433
LIEGE	17 728 993	-10 655 189	-36 033 768
LUXEMBOURG	8 538 885	31 355 291	22 721 004
NAMUR	7 092 581	-4 815 155	-15 279 583
WALLONIE	56 191 869	58 073 010	-72 141 515

Solde ex. propre, service ordinaire (euros/habitant), année 2015

	BI 2015	Solde comptable	Solde budgétaire
BW	21.70	-2.56	-22.44
HAINAUT	10.70	32.35	-26.00
LIEGE	17.41	-10.46	-35.38
LUXEMBOURG	30.63	112.49	81.51
NAMUR	14.56	-9.88	-31.37
WALLONIE	15.99	16.53	-20.53

Solde ex. propre, service ordinaire, année 2015, nombre de communes en déficit

	BI 2015	Solde comptable	Solde budgétaire
BW	0	16	17
HAINAUT	3	30	43
LIEGE	0	44	56
LUXEMBOURG	0	5	9
NAMUR	1	18	19
WALLONIE	4	113	144

Solde ex. global, service ordinaire (euros), année 2015

	BI 2015	Solde comptable	Solde budgétaire
BW	36 975 079	62 708 918	51 168 821
HAINAUT	162 400 969	307 802 896	156 293 092
LIEGE	86 733 575	120 219 242	82 431 948
LUXEMBOURG	33 017 437	67 994 603	55 961 204
NAMUR	37 292 422	44 871 151	31 435 140
WALLONIE	356 419 482	603 596 809	377 290 206

Solde ex. global, service ordinaire (euros par habitant), année 2015

	BI 2015	Solde comptable	Solde budgétaire
BW	93.92	159.28	129.97
HAINAUT	121.62	230.50	117.04
LIEGE	85.16	118.04	80.94
LUXEMBOURG	118.45	243.93	200.76
NAMUR	76.55	92.11	64.53
WALLONIE	101.45	171.80	107.39

Annexe XIX : Fonds de réserve après BI 2017, communes wallonnes, euros par habitant

	<-20%	-20% à 0%	0% à 20%	20% à 40%	> 40%	Région
FRO	31.83	44.78	43.38	42.24	44.36	40.98
FRE hors FRIC	41.17	48.54	111.22	85.64	80.47	65.71
FR hors FRIC	73.00	93.32	154.60	127.88	124.83	106.69
FRE FRIC	9.02	11.79	12.23	10.43	17.11	11.58
FR	82.02	105.10	166.83	138.31	141.93	118.27

Source : BI 2017, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

SPW | Éditions

Wallonie
pouvoirs locaux
SPW

LE CAHIER DES FINANCES N°3

La situation budgétaire des communes wallonnes a l'initial 2017

L'autorité communale est la plus proche du citoyen d'où son importance toute particulière. Mais comment son influence se traduit-elle au travers des actions qu'elle mène et quels sont les moyens dont elle dispose pour mener à bien ses politiques ?

Dans cette étude, nous avons voulu, au travers de l'analyse des budgets initiaux 2017 des communes wallonnes, apporter une réponse à ces interrogations. Ce cahier des finances locales s'articulera ainsi autour de questions qu'un citoyen peut être amené à se poser concernant la commune dans laquelle il réside.

On verra par ailleurs que si les communes wallonnes présentent généralement un budget initial 2017 à l'équilibre et disposent encore de certaines réserves, l'équilibre n'est peut-être qu'apparent vu d'une part l'utilisation de plus en plus marquée du mécanisme de « crédit spécial de recettes » et d'autre part la tendance à la baisse, observée ces dernières années, des réserves et du solde à l'exercice global qui se confirme en 2017.

Ceci montre combien les communes rencontrent des difficultés croissantes à financer les dépenses exposées et donc à assumer leurs missions de service public.

1718
Appel gratuit

www.wallonie.be